

# Frankreich nach dem Tod von Nahel

## Inhaltsverzeichnis

Martin Luther King sur les émeutes.....	1
Attac France: L'apaisement ne se décrète pas, il se construit.....	2
Françoise Vergès : « Il y a des zones à défendre dans ces quartiers populaires ».....	4
Fatima Ouassak : « On étouffe les personnes qui vivent dans les quartiers populaires ».....	9
Jacques Chastaing : IL Y A URGENCE POLITIQUE.....	12
Polizeigewalt – autoritäres Regime - Linkssammlung.....	13
Politische Reaktionen – einige Links.....	14
Nahel, tué à Nanterre : réactions syndicales.....	15
France insoumise Nanterre : Un refus d'obtempérer ne doit pas entraîner la mort !.....	20
France insoumise Nanterre : des réponses judiciaires et politiques sont indispensables.....	21
France Insoumise POUR UN PLAN D'URGENCE « JUSTICE PARTOUT » .....	22
Communique des Amis des Soulèvements de la Terre : Meurtre de Nahel, pour un soulèvement contre l'état policier.....	24
La gauche face aux « émeutes de banlieue » : histoire d'un ressaisissement.....	26
Communiqué de Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS) : Pour Nahel, désarmons-les !.....	30
François Ruffin Nahel : l'apaisement, mais comment ?.....	31
À Montreuil, après la nuit : « Ils ont tout pris, le magasin est vide ».....	35
Joseph Confavreux et Ludovic Lamant La rage justifie-t-elle les pillages ?.....	39
Amérique latine, scène inaugurale.....	40
Du Royaume-Uni à l'Espagne.....	42

*Von Marie-Dominique Vernhes zusammengestellt, 30.Juni – 2.Juli 2023*

## Martin Luther King sur les émeutes

<https://www.youtube.com/watch?v=crJlVakSOks>

## Attac France: L'apaisement ne se décrète pas, il se construit.

vendredi 30 juin 2023, par [Attac France](#)

Ce jeudi 29 juin était organisée une marche blanche en hommage à Nahel, tué à bout portant par un policier le 27 juin. Massivement suivie, cette marche blanche portait également un message : plus jamais ça.



La première pensée de l'association Attac va aux proches des victimes à qui nous exprimons notre émotion. Ce drame n'aurait jamais dû se produire. À l'instar des réactions suscitées par la mort de Zyed et Bouna, poursuivis par la police, en 2005, la mort de Nahel a provoqué des réactions, qualifiées d'émeutes. Celles-ci sont d'ores et déjà instrumentalisées par une partie de la classe politique, notamment au sein de la droite et de l'extrême droite, dans une surenchère particulièrement choquante et préoccupante.

En réalité, cette situation n'est pas une surprise. Dans de nombreux quartiers relégués, le quotidien est rythmé par des interpellations régulières perçues comme des humiliations par les jeunes qui en sont l'objet. Le contrôle au faciès par exemple, est de facto devenu la règle. Quant à la répression policière, si souvent impunie, son caractère raciste apparaît une nouvelle fois clairement à travers cet assassinat inacceptable.

Si elle n'est, hélas, pas la première du genre, cette exécution s'est par ailleurs produite dans un contexte de net durcissement de l'attitude des forces de l'ordre et d'une dérive de plus en plus intolérante et autoritaire du pouvoir vis-à-vis des jeunes de quartiers délaissés mais aussi, et de plus en plus, du mouvement social. Certes, cette dérive avait été engagée depuis plusieurs années, avec notamment l'article 435-1 voté début 2017 sous le quinquennat Hollande et quelques années auparavant, la politique sécuritaire de Nicolas Sarkozy.

En 2019, la haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU avait critiqué la France dans un rapport qui dénonçait l'usage excessif de la police lors des manifestations des « gilets jaunes ». Au printemps dernier, la France avait à nouveau été critiquée par des membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour les discriminations, les violences policières et plus précisément le recours à la force jugé excessif envers les manifestant·es opposé·es à la réforme des retraites.

Par ailleurs, de nombreuses organisations du mouvement social, dont Attac, ont dénoncé la dérive répressive et les violences policières. Le gouvernement a beau tenter de montrer qu'il veut calmer le jeu, il a refusé d'entendre ces alertes. Sa responsabilité est d'autant plus engagée qu'il s'est arrogé le monopole d'une légitimité qui lui échappe et s'est engagé dans une politique de répression inédite du mouvement social.

Les violences policières ne sont pas un fantasme ou une formule : elles sont une réalité. En les niant et en niant les causes des colères exprimées dans les quartiers ou au sein d'une grande partie de la population face aux mesures de régression sociale, le pouvoir et les responsables politiques de droite et d'extrême droite attisent les tensions et jettent de l'huile sur le feu. Ce faisant, ils se comportent comme des pompiers pyromanes.

Dans ce contexte social explosif, la stratégie de répression systématique de toute opposition mise en œuvre par le ministre de l'Intérieur est un échec et n'a qu'une seule issue : une société toujours plus fracturée, plus injuste et plus violente. L'apaisement ne se décrète pas, contrairement à ce que voudrait penser le président de la République, il se construit.

Pour cela, nous demandons un changement radical de la politique du maintien de l'ordre avec en premier lieu la démission du ministre de l'Intérieur, l'interdiction d'utilisation d'armes de guerre, des techniques de maintien de l'ordre et d'interpellation au risque létal, et l'abrogation de l'article 435-1 du Code de la sécurité intérieure qui permet l'usage des armes en cas de refus d'obtempérer.

Crédit photo Arnaud Vilette - Collectif DR ©

<https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/communiqu-e-l-apaisement-ne-se-decrete-pas-il-se-construit>

## Françoise Vergès : « Il y a des zones à défendre dans ces quartiers populaires »



Pour la politologue Françoise Vergès, la destruction écologique et le meurtre de Nahel ont les mêmes racines, coloniales. Après le reflux du mouvement social, elle affirme que ce sont ces jeunes qui tiennent désormais la lutte.

*Françoise Vergès est politologue et militante féministe décoloniale. Elle soutient officiellement les Soulèvements de la Terre et a écrit le chapitre « État toujours colonial » dans le livre On ne dissout pas un Soulèvement (Seuil, 2023).*

### **Reporterre — Comment réagissez-vous à la mort de Nahel, cet adolescent de 17 ans tué par la police mardi 28 juin ?**

**Françoise Vergès** — Le meurtre de Nahel s’inscrit dans une série de meurtres impunis orchestrés depuis des années par la police. On se souvient évidemment de Zyed et Bouna en 2005 mais il y en a eu tellement d’autres. La politique de l’État prive de leur adolescence de jeunes noirs et arabes, enfants et adolescents.

Il y a quelque chose de profondément raciste dans l’institution policière française. Une généalogie historique se voit, des milices armées des plantations à la police coloniale, collaboratrice, fasciste, antisémite. Elle a torturé, tué et noyé des Algériens, accueille des syndicats d’extrême droite. Et sa formation est viriliste et militariste. Et pourtant, à chaque crime, on entend les mêmes éléments de langage : « *Toute la police n’est pas comme ça* », « *c’est une dérive individuelle* », etc.

« C’est tout un système qu’il s’agit de remettre en cause »

L’assassinat de Nahel intervient dans ce contexte. S’il n’y avait pas eu la vidéo de cette passante, on n’aurait eu que la version policière avec ses mensonges. Cette police protège les siens, ment, falsifie ses comptes rendus et jouit d’une scandaleuse impunité.

C’est tout un système qu’il s’agit de remettre en cause et non quelques brebis galeuses. Si ce policier s’est servi de son arme, c’est grâce à la loi de 2017, votée sous Hollande, qui élargit la possibilité d’ouvrir le feu. La loi séparatiste, qui criminalisait la communauté musulmane a ajouté à leur sentiment d’impunité.

Condamner lourdement le policier assassin certes donnera un sentiment de justice mais la structure restera, comme les lois qui encouragent à faire usage des armes à feu. Aux États-Unis, la condamnation du policier qui a tué George Floyd n'a pas empêché les violences policières de redémarrer ensuite.

### **On assiste aujourd'hui à un soulèvement de la jeunesse dans les quartiers populaires, qu'en pensez-vous ?**

C'est une colère tout à fait légitime. Ce sont des quartiers où les services publics et les transports existent à peine, où les gens sont épuisés et entassés dans des logements mal entretenus. Ils vivent une maltraitance systémique.

On fait comprendre à ces populations, de manière quotidienne, que leur vie ne compte pas. Pas seulement parce qu'ils sont arrêtés par la police ou à cause du contrôle au faciès, mais aussi parce que leur quartier est abandonné et délaissé, qu'il n'y a pas d'avenir. Et pourtant il y a de formidables organisations de solidarité dans ces quartiers, un fort sentiment d'appartenance à une communauté soudée.



Françoise Vergès a pris la parole au rassemblement contre la dissolution des Soulèvements de la Terre, le 28 juin à Paris. © Mathieu Génon / Reporterre

Récemment, je discutais avec des femmes de ces quartiers qui me demandaient : « *Mais pourquoi notre ville n'est pas propre ?* » ; « *Pourquoi il n'y pas d'arbres, de jardins, d'endroits pour les enfants ?* » En creux, c'est une image d'elles-mêmes qu'on leur renvoie : vous n'en êtes pas dignes. Vous êtes un surplus.

C'est tout à fait normal que cela déborde et explose. Nahel, c'est n'importe lequel d'entre eux, c'est leur frère, leur cousin, leur ami. Ils ont compris qu'il y avait une menace de mort qui pesait sur eux.

**Cette révolte est explosive avec de nombreux pillages et destructions, il y a une sorte de rage à l'état pur.**

Oui, ces jeunes savent ce qu'est l'État. Ils le subissent dans leur chair. Ils ont compris que les autorités font semblant de discuter. Ils ne se laisseront donc pas amadouer par un grand débat, une énième conférence ou un quelconque bavardage. Leur lucidité est précoce et d'autant plus remarquable qu'on assiste en parallèle à une certaine pacification des autres forces du mouvement social, syndical et politique.

À l'heure actuelle, et malgré les preuves accumulées, certains croient encore que les ministres vont les écouter, alors que ce gouvernement, comme les précédents, n'écoute pas. Il ne cède que via le rapport de force et la pression. Le gouvernement a enterré les manifestations contre la réforme des retraites, il va passer sa loi sur l'immigration. Il y a quelque chose de terrible. Et aujourd'hui, je le dis, franchement, ce sont ces jeunes qui tiennent la lutte, et non pas ceux qui cherchent encore à parler gentiment.

### **Pour vous, il y a quelque chose d'insurrectionnel dans ces révoltes ?**

Oui, clairement, ce sont des insurrections d'ordre politique. Avec un ferment révolutionnaire. Il faut le comprendre, ce n'est pas la révolution comme dans les livres, mais un mouvement fort, profond, qui parle. On n'entend sur les radios que les gens qui déplorent les voitures brûlées, mais jamais ces jeunes. Le pouvoir veut que leur révolte reste mutique, qu'il n'y ait que l'image d'une violence sans mots qui reste.

Leurs gestes sont autant de défis envoyés au pouvoir. Ils attaquent les institutions qui sont pour eux des instruments de dominations — les commissariats, les écoles qui les dirigent vers des voies de garage, etc. Ils savent que ces institutions ne sont pas là pour qu'ils aient une vie autonome mais pour les soumettre. Ils vivent ce mépris au quotidien.

« Les cibles qu'ils choisissent ne sont pas dépolitisées »

On les présente comme des sauvages et des barbares mais les cibles qu'ils choisissent ne sont pas dépolitisées. Ils aspirent à l'émancipation et à l'égalité, alors que leur horizon est barré et qu'on leur refuse leur jeunesse.

Imaginez, il y a des enfants qui ont droit à l'adolescence, qui sont gâtés, qui ont des voyages, qui ont connu la mer, la montagne, qu'on amène au musée, au zoo, et eux, qui n'ont même pas un terrain pour jouer dehors. On leur offre un monde où il n'y a rien, simplement le centre commercial et le Kentucky fried chicken (KFC).

Les jeunes ont bien vu que tous ceux qui faisaient l'effort de s'intégrer finissaient par rencontrer des obstacles. Et qu'est-ce que les gouvernements répondent à ces révoltes ? Plus de policiers, discours de « *fermeté* », couvre-feu, arrestations massives, mise en examen, comparution immédiate...

### **Vous avez aussi soutenu les Soulèvements de la Terre. Quel lien peut-on faire entre les Soulèvements de la Terre et ces soulèvements de la jeunesse ?**

Cela ne doit pas être simplement une convergence. C'est-à-dire la rencontre entre deux éléments séparés. Nous devons partir des demandes et des besoins des populations des quartiers populaires et voir comment ces aspirations rejoignent ce que les Soulèvements de la Terre défendent. Quand les femmes avec qui je parle me disent : « *Nous, ce que l'on voudrait, ce sont des arbres, des jardins,*

de la propreté et que cela soit plus paisible », je trouve que c'est une base dans laquelle les Soulèvements de la Terre pourraient tout à fait se reconnaître.

On ne peut pas parler ni célébrer la nature avec des personnes à qui on la refuse. On veut défendre les criquets, les grenouilles, le vivant, mais qu'est-ce qu'on dit aux gens qui n'y ont pas accès ? À qui l'on n'offre que du béton ?

« Il y a des zones à défendre dans ces quartiers populaires »

Il y a des zones à défendre dans ces quartiers populaires. Elles ne sont pas du même ordre que celle installée à Notre-Dame-des-Landes, mais ici aussi, [il y a des jardins ouvriers menacés](#) et des arbres abattus. Il faut partir de là, des besoins et du vécu des classes racisées et populaires.

Eux aussi se demandent comment respirer alors que leur environnement est massivement pollué. Eux aussi se demandent comment bien se nourrir alors qu'ils subissent de plein fouet l'agrobusiness et que la nourriture envoyée dans les quartiers est le plus souvent du poison.

Nous devons sortir d'une approche morale et bourgeoise qui jugerait les comportements des classes populaires et comprendre comment leur aspiration peut se mêler à des batailles plus générales d'ordre écologique.

### Comment ?

De la même manière que l'on appelle à désarmer les outils de l'agrobusiness à la campagne, les mégabassines, etc., je pense qu'il faudrait saboter ce qui détruit l'environnement dans ces quartiers populaires : les outils de gentrification, les infrastructures qui bétonnent, les constructions liées aux JO qui sont une catastrophe sociale et environnementale.



Pour Françoise Vergès, les causes de la destruction du monde combattue par les Soulèvements de la Terre sont indissociables de celles qui ont conduit au meurtre de Nahel. © Mathieu Génon / Reporterre

**Dans le livre « On ne dissout pas un soulèvement », vous écrivez qu'« il n'y a pas de soulèvement de la terre sans l'inclusion des siècles d'esclavage et de colonialisme qui posent les fondations d'un racisme environnemental ». Quel lien faites-vous entre l'État colonial et la dévastation du monde ?**

Des siècles de capitalisme racial, d'impérialisme et de colonialisme ont construit un monde inhabitable et irrespirable pour des millions de personnes racisées. C'est une évidence qu'il faudrait visibiliser et rendre véritablement scandaleuse.

À l'origine de la destruction écologique, il y a un système colonial avec toutes ses violences et son administration de la mort. L'agrobusiness que dénoncent aujourd'hui les Soulèvements de la Terre en est l'héritier. Son modèle est une copie des plantations sucrières, avec la promotion de la monoculture, l'immensité des champs, le travail sous-payé, l'appauvrissement des sols. C'est la même chose.

**Comment voyez-vous la suite ?**

La répression qui s'abat, la militarisation, l'instauration de couvre-feu révèle la fuite en avant du gouvernement. Les autorités sont aux abois, elles ne s'attaquent jamais aux racines des problèmes, ni à la sécheresse, ni au quotidien des quartiers populaires. Elles préfèrent dissoudre les Soulèvements et déléguer à la police la gestion de l'ordre existant. Il va falloir se battre.

<https://reporterre.net/Francoise-Verges-Il-y-a-des-zones-a-defendre-dans-ces-quartiers-populaires>



## Fatima Ouassak : « On étouffe les personnes qui vivent dans les quartiers populaires »



Après la mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre, la politologue Fatima Ouassak rappelle que les quartiers populaires sont « étouffés » tant par les crimes policiers que par la crise écologique. « Se défendre tient de l'obligation. »

*Fatima Ouassak, cofondatrice de Front de mères et de la Maison de l'écologie populaire Verdragon à Bagnole (Seine-Saint-Denis), est politologue. Elle est l'auteur de La Puissance des mères ([La Découverte](#), 2020) et Pour une écologie pirate ([La Découverte](#), 2023)*

---

### **Reporterre — Le 27 juin à Nanterre (Hauts-de-Seine), Nahel, 17 ans, a été tué d'une balle dans le thorax par un policier. Comment réagissez-vous à ce drame ?**

**Fatima Ouassak** — Je milite depuis longtemps et, des drames de cet ordre, j'en connais un certain nombre. Mais quand j'ai vu la vidéo de Nahel, je me suis effondrée. Il y a non seulement la brutalité de ce tir à bout portant, mais aussi cette idée qui m'est venue tout de suite : cet enfant, ça aurait pu être le mien. J'ai d'abord vécu cela en tant que mère d'un garçon arabe, qui a sept ans aujourd'hui, mais pour qui je m'inquiète déjà de comment il sera traité par la police. Il y a donc cette empathie pour la mère de Nahel, de la peine pour ce garçon, mais aussi le fait d'identifier mon fils à cet enfant.

Tout cela est aussi politique. Front de mères a tout de suite été très mobilisé : la lutte contre les crimes policiers que subissent les jeunes hommes, ados et enfants racisés dans les quartiers populaires est au fondement de notre organisation politique. La mère de Nahel incarne la puissance des mères dont je parle dans mon premier livre : malgré le deuil, elle est déterminée, elle mobilise. Il lui a été demandé d'appeler au calme, ce qu'elle a refusé : nous ne sommes pas là pour tempérer les colères de nos enfants, au contraire. S'ils ne se bougent pas, s'ils ne brûlent pas aujourd'hui, ils vont crever ! Se défendre tient de l'obligation. Cela ne peut plus durer : depuis quarante ans et

l'arrivée d'immigrés postcoloniaux en France, voilà le sort qui est réservé aux personnes qui vivent dans les quartiers populaires : on les étouffe.



Soulèvements de la Terre et antiracistes étaient unis contre les crimes de la police, à Paris le 28 juin 2023. © Mathieu Génon / Reporterre

**Vous avez eu la même formule le 28 juin lors d'un [rassemblement de soutien aux Soulèvements de la Terre, à Paris](#). Une référence aux violences policières, mais aussi au fait que les habitants des quartiers populaires sont les premières victimes de la crise écologique. En quoi combats antiracistes et écologie sont-ils intrinsèquement liés ?**

Si l'on veut porter un projet politique de libération et d'émancipation cohérent et sérieux, il faut bien noter ceci : on ne peut pas mener un projet écologiste sans mener en même temps un projet antiraciste, anticolonial et internationaliste. Il y a un lien entre l'entreprise coloniale et l'entreprise capitaliste. Le racisme et le rapport colonial au monde participent de la dévastation du vivant et, pour spolier une terre, on a besoin de déshumaniser les personnes qui l'habitent. Pour pouvoir spoler les quartiers populaires, y implanter des déchetteries et les infrastructures les plus polluantes, il faut s'assurer que les populations qui y vivent n'aient pas leur mot à dire. Et, *a fortiori*, les sous-humaniser et les priver de leur pouvoir politique — notamment de leur liberté de circuler, les contrôles policiers étant une manière de leur signifier qu'elles ne sont pas ici chez elles.

Pour protéger la terre, il faut donc que ceux qui l'habitent aient un minimum de pouvoir politique et d'ancrage territorial. Quelles sont les conditions matérielles d'existence de ces personnes-là, qui sont les principales victimes du dérèglement climatique et des pollutions, mais aussi de la montée en puissance de l'extrême droite ? Comment les améliore-t-on de façon à ce que ces populations puissent mieux respirer, mieux se nourrir, être libres de circuler, etc. ? Comment casse-t-on les murs, comment ouvre-t-on les horizons des quartiers populaires, qui n'ont jamais été autant bétonnés, emmurés ? Voilà qui devrait être au cœur des débats, mais, aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

## **Est-ce à dire que les mouvements écolos ne font pas suffisamment de liens avec les quartiers populaires ?**

Un travail a été amorcé en 2020 avec la marche [Génération Adama, Génération climat](#). À l'époque, cette mobilisation a apporté du souffle. Ce fut l'occasion pour le mouvement climat de réfléchir à la nécessité de mener un projet antiraciste, et, pour les quartiers populaires, de la nécessité de mener le combat écolo : c'est l'écologie qui nous permettra de nous libérer, et nous avons notre mot à dire sur le sujet.

Reste qu'aujourd'hui nous sommes toujours loin du compte. Il y a encore un gros travail politique à faire à ce sujet : au sein des organisations de gauche et écolos majoritaires, les discours antiracistes n'ont pas de traduction concrète. Il ne faut pas attendre qu'il y ait des drames comme la mort de Nahel pour dire que l'on est ensemble. Nous devons mener un projet politique qui ait à cœur d'inclure tout le monde, toute la terre de l'Hexagone, et pas seulement celle de [Sainte-Soline \[Deux-Sèvres\]](#) — pour moi, les « *sans terre* » sont les habitants des quartiers populaires, les personnes migrantes, les personnes roms. Nous ne sommes pas là pour la gloriole des mouvements et organisations de gauche et progressistes : nous souhaitons que les conditions matérielles d'existence de nos enfants changent concrètement. Nous en sommes au début, et ce travail politique, Front de mères va continuer à le mener. On ne lâchera rien.

<https://reporterre.net/Fatima-Ouassak-On-etouffe-les-personnes-qui-vivent-dans-les-quartiers-populaires>

Hinweis:

1. Front de Mères: <https://www.front2meres.org/>

[https://www.facebook.com/people/Front-de-M%C3%A8res/100069136212904/?locale=fr\\_FR](https://www.facebook.com/people/Front-de-M%C3%A8res/100069136212904/?locale=fr_FR)

2. weitere Artikel: <https://reporterre.net/Ecologie-et-quartiers-populaires>

3. In der DLF-Reportage wird am Ende auf die Situation in „quartiers populaires“ eingegangen:

<https://www.deutschlandfunk.de/schwitzen-fliehen-handeln-paris-im-klimawandel-dlf-9291916a-100.html>

## Jacques Chastaing : IL Y A URGENCE POLITIQUE

2 juillet 2023

Le caractère explosif de la situation générale en progression continue depuis 2016 vient de trouver une nouvelle expression dans la colère des jeunes des quartiers populaires alors que le mouvement de 5 mois pour les retraites, le plus long de notre histoire, vient à peine de s'éteindre.

Le coup de feu a bout portant criminel et raciste du policier à Nanterre est l'allumage de plus d'une mèche qui rejoint toutes les mèches et toutes les colères provoqués par des réponses autoritaires/sécuritaires brutales aux aspirations de la jeunesse et des classes populaires, depuis les 49.3, 47.1 ou article 40 de la réforme des retraites jusqu'aux violences policières inouïes à Sainte-Soline en passant par la dissolution des Soulèvements de la terre, les menaces de de-financement de la Ligue des Droits de l'Homme et la perte d'agrément d'Anticor.

Macron, petit à petit, allume le feu dans tous les secteurs de la société française en même temps que s'isolant de plus en plus, il ne lui reste plus qu'une réponse policière toujours plus violente comme seule protection contre l'union montante de toutes ces colères en une seule, pour le dégager, lui et son régime, lui et son monde.

Car c'est bien ça qui est en jeu : l'union de toutes les colères pour en faire une force que rien ne pourra arrêter.

Bien sûr, il faut du temps pour que cette union montante des colères diverses se cristallise en une force commune parce que la gauche politique et syndicale, seule à même à le faire pour le moment s'y refuse par peur qu'avec un départ de Macron poussé par la rue, ce ne soit tout le système qui soit emporté avec lui, ce qu'elle ne veut pas. Ainsi, au delà de la CFDT qui signe un communiqué dénonçant la violence des jeunes de quartier et pas celle des policiers, elle vient encore dans son ensemble de refuser d'organiser des manifestations partout dans le pays en soutien à la révolte de la jeunesse pour exiger tout à la fois justice pour Nahel et la démission de Darmanin. Cela aurait pu faire le lien entre la lutte massive pour la retraite et la révolte explosive des jeunes et annoncer ainsi la fin proche du régime de Macron, et, derrière lui, celui de l'exploitation et de toutes les oppressions. En abandonnant la jeunesse pauvre à des colères auxquelles cette dernière peine à donner une ex-

pression politique par elle-même, brûlant tout autant les commissariats que les écoles, la gauche donne libre champ à l'expression de la répression la plus violente de la police y compris l'expression de ses courants factieux – comme à l'a vu avec Alliance et UNSA Police - et à la tentative de récupération par l'extrême droite, instrumentalisant les incendies d'école ou de bus et organisant une collecte pour le policier tueur, cherchant par là-même à effacer les gains d'union et de conscience politique des classes populaires de cette période de lutte pour les retraites.

En 2005, la colère de la jeunesse des quartiers a duré 3 semaines. Aux USA, l'explosion des ghettos populaires noirs des années 1960 a duré 4 ans, Black Lives Matter a duré 4 mois... On ne sait pas combien de temps peut durer l'explosion actuelle. Même si les tendances lourdes de la situation générale poussent et pousseront encore et toujours plus aux révoltes populaires demain, étant sûr que Macron mettra toujours plus d'huile sur le feu, cette explosion des quartiers aujourd'hui pourrait toutefois accélérer formidablement la résolution de la situation politique actuelle, mais elle pourrait aussi au contraire donner un espace de respiration au régime et à l'extrême droite, y compris pour faire émerger des milices fascistes contre les jeunes, avant que ce ne soit contre toutes les forces progressistes.

Il y a eu ici et là des manifestations politiques de la jeunesse contre le racisme et les violences policières et en soutien aux quartiers dans différentes villes par delà la marche blanche de Nanterre. En même temps, des comités unitaires anti-répression associant écologistes et syndicalistes, cherchent à se mettre en place face à la dissolution des Soulèvements de la terre et aux licenciements et sanctions qui frappent massivement les syndicalistes. Ce qui est possible aujourd'hui par en bas, serait d'associer à ces comités et à leurs préoccupations, la jeunesse des quartiers qui subit aussi la répression de plein fouet et à partir de là, d'organiser des rassemblements donnant une voix politique de gauche à la jeunesse qui cherche à se faire entendre. En associant pour la première fois le mouvement social au mouvement des jeunes de quartier, cela ferait basculer le moment et l'ouvrirait à la fin du régime macronien et de son ordre.

Il y a urgence politique.

# Polizeigewalt – autoritäres Regime - Linkssammlung

Attac Frankreich hatte mit anderen schon 2020 erklärt: „Wir gleiten langsam aber sicher in ein autoritäres Regime, einen illiberalen Staat, einen Polizeistaat“

([https://www.attac.de/fileadmin/user\\_upload/bundesebene/SiG/sig\\_139.pdf](https://www.attac.de/fileadmin/user_upload/bundesebene/SiG/sig_139.pdf) )

Zunahme der Todesfälle nach Polizeieingriff

<https://basta.media/le-nombre-de-morts-liees-a-une-intervention-policiere-a-atteint-un-pic-en-2021>

<https://basta.media/Refus-d-obtemperer-le-nombre-de-personnes-tuees-par-un-tir-des-forces-de-l-ordre-a-double-depuis-2017-Darmanin>

Diese Seiten informieren ausführlich:

<https://www.lemediatv.fr/emissions/2023/affaire-nahel-premieres-lecons-politiques-bfm-tv-enquete-sur-tele-macron-WiMTO7RmSiCLFWzixOqtYw>

<https://reporterre.net/Les-forces-de-police-tuent-de-plus-en-plus>

und weil es viele andere Gewalttaten der Polizei gibt:

<https://reporterre.net/>

<https://basta.media/ViolencesPolicieres>

<https://www.politis.fr/permis-de-lutter/>

[Après la mort de Nahel, la révolte des quartiers populaires Reportage](#)

---

Attention !

Certaines techniques de pillage sont moins socialement acceptables que d'autres..



**CAC 40: 142 milliards de  
bénéfices en 2022, une  
année faste pour le luxe,  
l'énergie et les  
actionnaires**

<https://www.facebook.com/photo/?fbid=668639115295169&set=a.489301233228959>

## Politische Reaktionen – einige Links

POUR UN PLAN D'URGENCE « JUSTICE PARTOUT » - Mélenchon – Video, 15 Min.

<https://www.youtube.com/watch?v=-wQVNRI0mKc>

<https://francoisruffin.fr/pour-un-controle-externe-de-la-police/>

und das muss man auch kennen :

Émeutes: l'interview de Jordan Bardella (RN) en intégralité (!)

<https://www.youtube.com/watch?v=DuHFRgZ9qtU>

# Nahel, tué à Nanterre : réactions syndicales

Après la mort d'un jeune de 17 ans à Nanterre, tué par la police, la jeunesse se mobilise et les syndicats réagissent.

<https://syndicollectif.fr/nahel-tue-a-nanterre-reactions-syndicales/>

**CGT, 28 juin 23**

**Drame à Nanterre : les pouvoirs publics doivent réagir !**

Publié le 28 juin. 2023

Temps de lecture : 2 min.

Un policier a fait usage de son arme et a tué un adolescent, vraisemblablement après un refus d'obtempérer, ce mardi 27 juin 2023, à Nanterre. Le conducteur était âgé de 17 ans. C'est un drame.

La CGT adresse toutes ses condoléances aux proches de Nahel et apporte son soutien à sa famille dans son combat pour que justice soit faite.

Ce drame ne peut être ni banalisé, ni minimisé.

La vidéo, authentifiée par l'AFP, montre que le policier a tiré à bout portant depuis le côté du véhicule. Les éléments des enquêtes ouvertes sur les faits doivent être rendus publics au plus vite, afin que la vérité soit établie.

Rappelons qu'en 2022 13 personnes ont perdu la vie, après un refus d'obtempérer lors de contrôles routiers. Les leçons n'ont pas été tirées.

La responsabilité du gouvernement est, de fait, pleinement engagée pour que la justice soit rendue au plus vite et que des mesures fermes empêchent dorénavant de tels actes inqualifiables.

Pour la CGT, il est nécessaire de procéder à une profonde réforme de l'usage de la force publique, de son cadrage et du fonctionnement global du service public de la police. Nous revendiquons notamment que l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) devienne une autorité administrative indépendante.

La police nationale est un service public qui doit être au service de la garantie des libertés et des droits fondamentaux des citoyen·nes.

Ce drame nous rappelle combien il est nécessaire d'ouvrir l'indispensable débat démocratique sur ce service public, avec l'ensemble des acteurs·rices concerné·es, les citoyen·nes et usager·es.

Montreuil, le 28 juin 2023

<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/drame-nanterre-les-pouvoirs-publics-doivent-reagir>



## **Mort de Nahel à Nanterre : Le refus d'obtempérer ne donne pas le droit de tuer !**

**29 juin 2023**

La FSU partage la vive émotion suscitée par la mort de Nahel M., un jeune homme de 17 ans, lors d'un contrôle de police effectué à Nanterre. Elle s'associe au deuil de la famille, qui a organisé une marche blanche en hommage au jeune homme décédé, et comprend la colère que cet événement a suscitée.

Les informations dont on peut aujourd'hui disposer permettent de considérer que le policier n'était pas dans une situation qui l'aurait autorisé à tirer conformément au cadre réglementaire.

Quelles que soient les circonstances, l'usage de l'arme de service, même sans intention de faire feu, ne doit être réservé qu'aux situations où il existe un risque grave, imminent contre l'intégrité physique de l'agent ou de tiers, et s'il n'y a pas d'autre moyen d'assurer leur protection.

La multiplication des infractions routières susceptibles de mettre en danger la vie d'autrui, des refus d'obtempérer, ne peut en aucun cas légitimer de tels actes.

Ces actes révèlent, entre autres, le manque de formation des agents des forces de l'ordre et la dégradation que les politiques de sécurité publique menées par ce gouvernement ont provoqué au lien de confiance qui doit exister entre les forces de l'ordre et la population qu'elles doivent protéger. L'augmentation du nombre de tirs de policiers depuis la loi de 2017 dite de sécurité publique est un fait établi qui devrait à lui seul convaincre de la nécessité d'une réorientation complète de la politique suivie en matière de sécurité, à commencer par le rétablissement d'une police de proximité. A l'inverse, tout, dans la politique suivie, concourt aujourd'hui à distendre toujours plus le lien entre la jeunesse, particulièrement celle des quartiers populaires, et la police.

La tragédie dont Nahel M. est victime vient en outre nous rappeler le coût humain d'une logique de surenchère sécuritaire – en particulier la revendication dangereuse de « présomption de légitime défense » pour les policiers – relayée par des campagnes politiques et médiatiques issues de la droite et de l'extrême droite, face auxquelles le gouvernement actuel se montre bien trop conciliant depuis plusieurs années.

Le policier à l'origine du tir mortel sur le jeune homme a été placé en garde à vue pour « homicide volontaire ». Les avocats de la victime ont également déposé plainte contre son collègue pour « complicité d'homicide volontaire ».

La FSU souhaite que la vérité soit établie. Pour ce faire, elle demande que l'enquête confiée à l'IGPN puisse être menée dans des conditions qui garantissent une procédure sereine et équitable, allant jusqu'au dépaysement de l'affaire si nécessaire. Tout doit être mis en œuvre pour que justice soit rendue et que, le cas échéant, l'auteur de cet acte soit condamné.



**CFDT**

## **Drame de Nanterre : Pour la CFDT il faut agir vite**

Publié le 29/06/2023

Par La commission exécutive de la CFDT

Le drame qui s'est produit à Nanterre et qui a provoqué la mort de Nahel, jeune homme de 17 ans, est profondément choquant. La commission exécutive de la CFDT s'associe à la peine de sa famille et de ses proches.

Le parquet de Nanterre, en demandant le placement en détention provisoire du policier auteur du coup de feu mortel, considère que les conditions légales de l'usage de l'arme à feu n'étaient pas réunies.

La CFDT se félicite de la diligence de la justice. Elle doit poursuivre son travail dans la sérénité pour faire toute la lumière sur les causes de cette tragédie. **L'heure n'est ni à l'exploitation de la mort de Nahel pour souffler sur les braises de la colère, ni aux tentatives de minimisation du drame par certaines organisations. L'heure est à l'apaisement.** La CFDT salue le travail des agents publics qui œuvrent dans ce sens malgré les tensions actuelles.

La fracture entre les forces de l'ordre et la population ne peut s'élargir à cause du comportement inexcusable de quelques-uns. Il est indispensable qu'une réflexion s'engage immédiatement, pour mettre en place des mesures structurelles et améliorer les relations entre la population et la police. L'ambiguïté de la loi de sécurité publique de 2017 portant sur l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre doit être rapidement levée. Nous ne pouvons pas, non plus, accepter la stigmatisation de la population et notamment des jeunes de banlieue. Les moyens ambitieux en termes de formation, de renforcement de la police du quotidien... doivent être mis en place au sein de la police et de la gendarmerie pour rétablir un lien de confiance et de respect mutuel.

La politique de la Ville doit retrouver une place importante dans les priorités gouvernementales.

Il est temps d'agir pour que, jamais plus, un jeune homme de 17 ans ne meure pour avoir refusé d'obtempérer.

[https://www.cfdt.fr/portail/presse/communiqués-de-presse/drame-de-nanterre-pour-la-cfdt-il-faut-agir-vite-srv2\\_1301795](https://www.cfdt.fr/portail/presse/communiqués-de-presse/drame-de-nanterre-pour-la-cfdt-il-faut-agir-vite-srv2_1301795)

**CFDT**

## **Drame de Nanterre : refuser l'escalade de la violence**

Publié le 01/07/2023

Par La Commission exécutive de la CFDT

Depuis le drame de Nanterre, nous assistons à une escalade de la violence, allant jusqu'à des émeutes dans de nombreuses villes en France. La CFDT réaffirme son refus de toute violence envers les biens et les personnes. Cette violence ne résout rien, au contraire elle attaque et pénalise les plus fragiles d'entre nous, renforçant les inégalités sociales. Elle met également sous pression nos forces de l'ordre, policiers, gendarmes ou pompiers, épuisés par l'intensité des affrontements.

**La CFDT appelle tous les acteurs à se mobiliser pour rendre possible l'apaisement de cette colère et la désescalade.**

De nombreux travailleurs et travailleuses, salariés et agents publics, dans les commerces, les transports, les services publics sont victimes des cibles prises par les émeutiers. La CFDT le condamne fermement. Personne ne devrait connaître la peur sur son lieu de travail et se sentir menacé.

La CFDT appelle tous les employeurs, privés et publics, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs, dans le cadre de concertations urgentes et extraordinaires sur l'organisation et la sécurisation de leur travail.

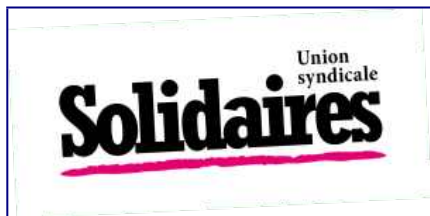
Tous les travailleurs et travailleuses sont impactés par le climat social actuel. La CFDT demande ainsi que, si besoin, le télétravail soit mobilisé, et les horaires d'ouverture des services adaptés au fonctionnement des transports collectifs. Les suspensions de service de transports doivent aussi être prises en compte dans les horaires des travailleurs et toutes les facilités doivent être mobilisées pour assurer tous leurs déplacements en sécurité.

La CFDT souhaite également que les services d'assistance sociale aux personnels soient mobilisés pour prendre les contacts nécessaires avec les travailleurs qui auraient eu à subir des violences matérielles, physiques ou morales au travail ou non. Les besoins doivent être identifiés pour apporter les soutiens adaptés.

Les services publics, notre bien commun, ont été particulièrement ciblés : la CFDT salue le travail des agents publics qui œuvrent malgré les tensions actuelles, pour la continuité du service et la mise en œuvre des politiques publiques indispensables.

[https://www.cfdt.fr/portail/presse/drame-de-nanterre-refuser-l-escalade-de-la-violence-srv1\\_1302374](https://www.cfdt.fr/portail/presse/drame-de-nanterre-refuser-l-escalade-de-la-violence-srv1_1302374)

Les Lilas le 29 juin 2023



## **Nahel tué par la police à Nanterre : il faut en finir avec l'impunité policière**

**Publié le 29 juin 2023**

Nahel, un jeune homme de dix-sept ans, a été tué le 27 juin par le tir à bout portant d'un policier lors d'un contrôle routier. Une fois de plus, une fois de trop, un mort est à déplorer lors d'une intervention policière dans un quartier populaire.

L'Union syndicale Solidaires présente ses sincères condoléances à la famille de Nahel et notamment à sa mère, à ses proches proches, ses ami·es, ses enseignant·es.

Les images de ce qui s'apparente à une exécution sommaire sont insoutenables. Elles font naître un légitime sentiment de révolte qui s'exprime dans le pays. Aucun danger ne justifiait de sortir une arme et de tuer Nahel dans le cadre d'un simple délit routier.

Certains médias, et pas seulement ceux aux mains d'un milliardaire qui les livre à l'extrême droite, se précipitent pour salir la mémoire de la victime, comme si un éventuel casier judiciaire aurait pu justifier cette action criminelle. L'extrême droite, sans surprise, crache sur la victime, et le gouvernement verse des larmes de crocodile.

L'Union syndicale Solidaires exige que toute la vérité et la justice soit faite pour Nahel. Le sentiment d'impunité de la police tue. Lors de l'adoption de l'article L435-1 de nombreuses voix s'étaient élevées pointant le risque d'un usage inconsidéré des armes à feu. Ces craintes étaient malheureusement fondées. Il y a urgence à modifier la loi et à réformer en profondeur la police, ses techniques d'intervention et son armement. L'ONU elle-même a critiqué récemment la France pour cette violence policière et ses discriminations raciales.

Après Zyed, Bouna, Adama, Théo, Michel, Lamine, Alhoussein et tant d'autres, il est manifeste qu'il y a un grave problème de violence mais également de racisme dans la police française.

**L'Union syndicale Solidaires se joint à l'appel à marcher ce jeudi 29 juin, à 14h à Nanterre pour soutenir la famille.**

**Transports fermés: protestation de l'intersyndicale Ile de France**

*L'intersyndicale d'Ile de France (CFDT, CGT, UNSA, FSU, Solidaires) proteste contre la fermeture des bus et tram à 21h dans toute la région Ile de France, soit-disant pour répondre à la « sécurité » des agent-es suite aux réactions de la jeunesse après la mort de Nahel tué par un policier.*

<https://syndicollectif.fr/transports-fermes-protestation-de-lintersyndicale-ile-de-france/>

## **France insoumise**

### **Nanterre : Un refus d'obtempérer ne doit pas entraîner la mort !**

- 27 juin 2023

#### **Communiqué du groupe thématique Quartiers Populaires de la France insoumise**

Ce mardi 27 juin, à Nanterre (92), un contrôle de police et un refus d'obtempérer ont conduit à la mort d'un jeune homme de 17 ans. Nous adressons toutes nos condoléances aux proches de la victime.

Le refus d'obtempérer est un délit routier puni de 1 an de prison et 7 500€ d'amende. Le délit de fuite est puni de 3 ans de prison et de 75 000€ d'amende. Aucun de ces deux délits n'est sanctionné par la peine de mort, qui n'existe plus dans notre pays.

Pourtant, en 2022, 13 personnes ont été tuées par la police suite à un refus d'obtempérer. Ce chiffre insupportable est la conséquence directe d'un assouplissement du cadre d'utilisation des armes à feu par les policiers depuis 2017. Le nombre de tirs par les policiers sur les véhicules en mouvement a bondi significativement, comme l'a montré un rapport de L'IGPN datant de 2021. Nous nous alarmons de ce fait.

Il est urgent d'abroger cette disposition et de changer la doctrine policière, notamment dans le cadre des contrôles routiers. Des situations comme celle de Stains (2021), où des policiers de la BAC surgissent sur le véhicule et tirent dessus en blessant des passagers, ne doivent plus arriver. Des situations comme celle de ce matin à Nanterre ne doivent plus arriver.

Bien d'autres exemples montrent qu'il y a bel et bien un problème structurel dans la manière d'appréhender des automobilistes en infraction, notamment dans les villes et quartiers populaires. Nous appelons à un changement profond de politique en la matière.

<https://lafranceinsoumise.fr/2023/06/27/nanterre-un-refus-dobtemperer-ne-doit-pas-entraîner-la-mort/>

## **France insoumise**

### **Nanterre : des réponses judiciaires et politiques sont indispensables**

- 28 juin 2023

#### **Communiqué du groupe LFI-NUPES et de la France insoumise**

Hier matin, à Nanterre, un jeune homme de 17 ans a été tué par un policier suite à un contrôle routier. Cette tragédie a suscité une émotion et une colère légitime dans l'ensemble de la population, d'autant plus que la version officielle initialement relayée a été rapidement démentie par la publication d'une vidéo édifiante.

Nous réitérons toutes nos condoléances et notre soutien à la famille, aux proches et plus généralement aux habitants de Nanterre. Ce drame ne peut rester sans réponse à la hauteur de l'émotion qu'il suscite.

Il appelle des plus hautes autorités du pays, le Président de la République et le ministre de l'intérieur, une condamnation sans ambiguïté du tir policier mortel de Nanterre.

Dans l'immédiat, la France Insoumise et son groupe parlementaire demandent :

- la suspension immédiate de l'auteur du tir et des policiers qui ont menti pour couvrir son acte
- Une enquête et des sanctions efficaces
- la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les refus d'obtempérer comme notre groupe parlementaire l'avait déjà proposé au mois de janvier
- L'abrogation de l'article 435-1 du Code de la sécurité intérieure issu d'une loi de 2017 de Bernard Cazeneuve. Depuis son entrée en vigueur en 2017, selon les chercheurs Sébastien Roché, Paul le Derff et Simon Varaine, le nombre de tués par des tirs policiers visant des personnes se trouvant dans des véhicules a été multiplié par cinq
- la dissolution du syndicat France Police qui a pris position officiellement pour saluer cet acte inqualifiable

Ces premières initiatives doivent s'accompagner d'une réforme en profondeur du fonctionnement de la police nationale, qui doit être une police républicaine mieux formée, débarrassée de l'arbitraire et du racisme, dotée d'une instance de contrôle indépendante.

<https://lafranceinsoumise.fr/2023/06/28/nanterre-des-reponses-judiciaires-et-politiques-sont-indispensables/>

## **France Insoumise**

### **POUR UN PLAN D'URGENCE « JUSTICE PARTOUT »**

**La mort du jeune Nahel dans la matinée du 27 juin à Nanterre a déclenché dans le pays une vague d'émotion et de colère. Elle a aussi agi comme une étincelle, déclenchant un mouvement de révolte dans de nombreuses villes du pays, qui exige d'urgence une réponse politique.**

Face à cette situation, le gouvernement s'enferme dans une escalade sécuritaire verbale qui ne fait qu'aggraver la situation. Il cherche à se défaire de sa propre responsabilité en ciblant la France insoumise pour mieux masquer son incompetence et son incapacité à agir. Par la même, il renonce à chercher une sortie de crise et il abandonne les habitants à une inquiétude que nous partageons face à des dégradations de biens publics, de logement ou de commerces indispensables à la vie quotidienne.

Partisans d'aucune stratégie de violences, nous voulons que soient traitées les causes de la situation car les problèmes ne datent pas d'hier. Pour les quartiers populaires, le racisme, les violences policières ou les discriminations dans l'accès à l'emploi ou au logement sont le lot quotidien des habitants. Le saccage des services publics, protections sociales et solidarités associatives, du fait de politiques néolibérales austéritaires, est à l'œuvre depuis des décennies. Pour qu'il y ait concorde, il faut des actes forts de la part du gouvernement qui, aujourd'hui comme hier, sont absents. Depuis les révoltes de 2005, le compte n'y est pas.

Rétablir la confiance est d'autant plus difficile que le gouvernement s'est illustré ces dernières années par son incapacité à traiter autrement que par le mépris et l'ignorance les revendications populaires, que ce soit à l'occasion de la mobilisation des gilets jaunes ou contre la retraite à 64 ans, encourageant par là même l'idée qu'aucun changement n'est possible dans le cadre actuel. Il faut donc une rupture complète et des réponses exceptionnelles.

**Pour cela, nous demandons un débat à l'Assemblée Nationale au titre de l'article 50-1 de la Constitution afin de proposer un plan d'urgence comprenant :**

- L'abrogation immédiate des dispositions « permis de tuer » de la loi Cazeneuve de 2017, responsable de l'explosion des décès suite à des refus d'obtempérer
- La création d'une commission « Vérité et Justice » sur les violences policières ayant entraîné la mort ou la mutilation de citoyens pour en établir toutes les responsabilités
- Le dépaysement immédiat de toute affaire de violences policières, la réforme complète de l'IGPN et la création d'un service d'enquête indépendant.
- La prise en charge par l'Etat des réparations des commerces, des logements et des lieux publics dégradés ces derniers jours
- Une réforme en profondeur de la police nationale pour rebâtir une police républicaine mieux formée et débarrassée de toute forme de racisme, comprenant notamment la dissolution de la BAC, le rétablissement du code de la déontologie de 1986, le renforcement de la formation, l'instauration d'une véritable police de proximité et la fin des techniques d'immobilisation létales. Il faut fermer la période ouverte par Sarkozy en 2002 visant à traiter les jeunes des quartiers populaires comme un ennemi de l'intérieur.

- Un programme d'action global contre les discriminations incluant notamment la création d'un Commissariat à l'égalité, de pôles spécialisés au sein des cours d'appel et la mise en place du récépissé de contrôle d'identité pour lutter contre le contrôle au faciès
- Un plan d'investissement public dans les quartiers populaires pour le rétablissement des services publics, le logement, l'école publique, l'accès à la santé et à la culture, le financement des associations et des centres sociaux

**Groupe parlementaire La France insoumise -NUPES  
& La France insoumise**

<https://lafranceinsoumise.fr/2023/06/30/plan-d-urgence-sortie-de-crise/>

## **Communiqué des Amis des Soulèvements de la Terre : Meurtre de Nahel, pour un soulèvement contre l'état policier**

Mardi 27 Juin 2023, un policier a assassiné froidement à bout portant Nahel, un jeune livreur de dix-sept ans à Nanterre juste après avoir crié qu'il allait lui tirer une balle dans la tête. Une vidéo amateur filmée par smartphone a tourné en boucle, battant en brèche la version policière qui a cherché à se couvrir en arguant de la légitime défense, comme pour chaque crime policier depuis des décennies.

Après avoir mis en joue cent cinquante jeunes à Mantes-la-Jolie en 2018, après avoir tabassé Michel Zecler sous des injures racistes en 2020 et après avoir appelé par une tribune d'anciens généraux à un coup d'état en 2021, un nouveau palier est franchi.

Rien n'a changé depuis les marches du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB) dans les années 1990, depuis les révoltes après l'assassinat de Zyed Benna et Bouna Traoré en 2005, depuis l'assassinat de Lamine Dieng en 2007 et depuis l'assassinat d'Adama Traoré en 2016. La situation s'est même aggravée.

Les exécutions sont régulières et leur fréquence s'est accélérée depuis 2017 avec l'article qui a élargi le cadre juridique de la légitime défense, s'apparentant à un permis de tuer sans rendre de comptes. Le nombre de personnes tuées par la police ne cesse de grimper, trente morts en 2019, quarante-six morts en 2020, cinquante-trois morts en 2021 et treize morts en 2022 pour un refus d'obtempérer.

Le corps policier, largement acquis à l'extrême-droite, s'assume de plus en plus comme une sorte de milice factieuse. Elle se sait indispensable aux gouvernements capitalistes pour réprimer toutes les forces qui cherchent à s'opposer à leurs politiques de destructions sociales et écologiques, tous les corps qui se soulèvent et tous les territoires qui construisent des mondes habitables.

Ce nouveau crime policier flagrant n'est pas une bavure. Il est symptomatique d'un ordre étatique raciste fondé sur la violence contre les personnes racisées et contre tous les corps jugés non conformes. Cette violence qui mutile, qui enferme et qui tue, s'est éprouvée de longue date au sein des colonies et des quartiers populaires. Maintenant, elle s'étend par tache d'huile depuis quelques années sur les milieux militants, le mouvement social, les Gilets Jaunes et les luttes écologistes.

Concernant les Soulèvements de la Terre, plus de cinq mille grenades lacrymogènes ont été tirées en moins de deux heures contre les manifestants, faisant plus de deux cent blessés, de nombreux mutilés et deux personnes entre la vie et la mort, Samedi 25 Mars 2023 à Sainte Soline. Samedi 17 Juin 2023, la manifestation contre le projet de la nouvelle ligne ferroviaire de Lyon à Turin s'est soldée par une trentaine de manifestants blessés, dont six hospitalisations.

Cette généralisation de la violence policière suscite des prises de conscience dans des milieux sociaux ou géographiques jusqu'alors épargnés par la violence d'état. Il ne tient qu'à nous de transformer cette prise de conscience en gestes de solidarités concrètes, partout où nous sommes dans les luttes écologistes et sociales, y compris dans les géographies plus éloignées des quartiers populaires. Chaque fois que nous dénonçons la répression contre nos mouvements, n'oublions jamais que l'état policier s'applique avant tout contre les territoires colonisés et contre les quartiers



populaires. N'oublions jamais qu'il est simplement la normalité pour des millions de français non blancs et/ou qui n'ont pas les bons papiers.

Mardi 27 Juin 2023, à Nanterre, en Île de France et dans quelques autres villes, des révoltes salutaires ont éclaté et elles ont été à nouveau largement réprimées. Mercredi 28 Juin 2023, Gérald Darmanin annonce la mise à disposition de deux mille policiers dans toute la France, tandis que le gouvernement cherche par tous les moyens à appeler au calme et à faire que la mort de Nahel soit une affaire isolée.

La colère gronde partout. La mère de Nahel invite à une marche blanche de la révolte, Jeudi 29 Juin 2023 à 14 heures à Nanterre et de multiples rassemblements et gestes de solidarité s'annoncent dans la soirée du Jeudi 29 Juin 2023 et dans les jours à venir.

Face à cet état policier en roue libre qui emmène notre pays vers un régime autoritaire, la généralisation des soulèvements est plus que jamais vitale et la dissolution de la police, assurance-vie de l'association de malfaiteurs qui détruit nos vies et nos territoires, est une mesure de bon sens.

Pour Nahel, ni oubli, ni pardon, pas de justice, pas de paix !

Source : <https://blogs.mediapart.fr/les-ami-es-des-soulevements-de-la-terre/blog/280623/meurtre-de-nahel-pour-un-soulevement-contre-l-etat-policier>

## La gauche face aux « émeutes de banlieue » : histoire d'un ressaisissement

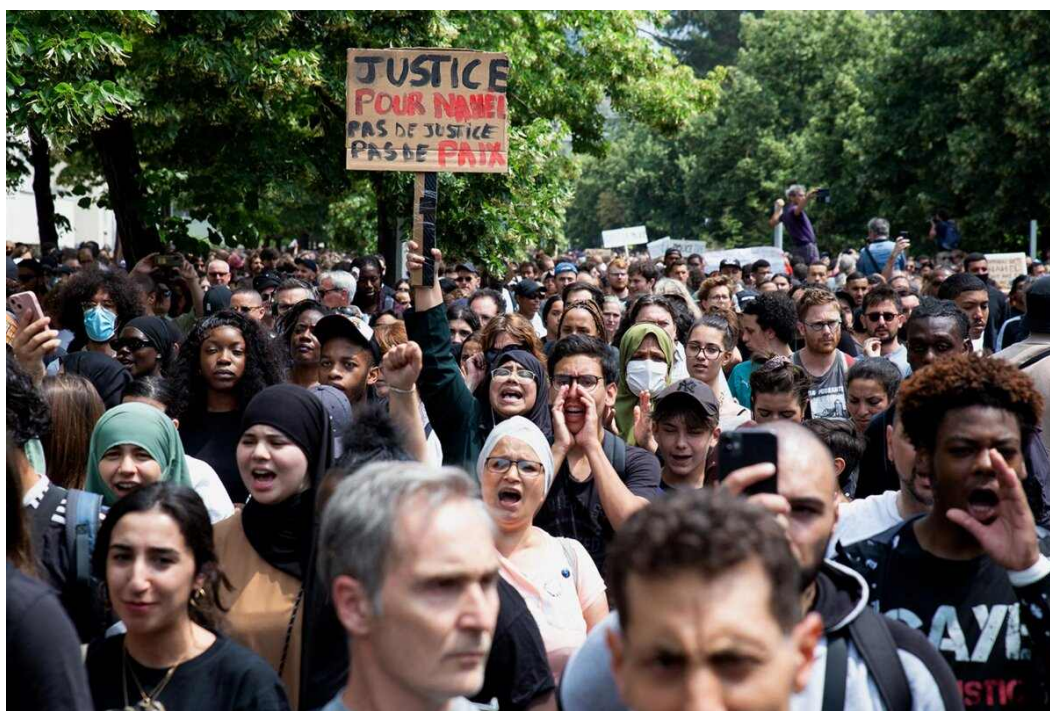
En 2005, les émeutiers s'étaient retrouvés dans une solitude politique absolue. Près de vingt ans plus tard, la gauche n'a pas hésité à se solidariser, malgré des différences d'approche de l'embrassement. Analyse d'un basculement.

[Mathieu Dejean](#) et [Christophe Gueugneau](#)

30 juin 2023 à 14h16

Encore essoufflé par la [marche blanche](#) en hommage à Nahel, à Nanterre (Hauts-de-Seine), le 29 juin, le député de La France insoumise (LFI) de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel est formel : « Cette marche était historique : enfin les milieux militants de gauche étaient là ! Quelque chose, progressivement, s'est passé. » Pour ce pilier historique de LFI, soutien infatigable des luttes sociales et des quartiers populaires, l'attitude de la gauche partisane à l'égard des émeutes qui ont [éclaté](#) en 2023 n'a rien à voir avec celle de 2005.

À l'époque, l'embrassement des banlieues après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, qui fuyaient la police, avait laissé la classe politique au mieux de marbre, au pire totalement dépassée. Alors que le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, attisait la haine des jeunes en parlant de « nettoyage au Kärcher », de « racailles » ou encore de « tolérance zéro », le Parti socialiste (PS) s'alignait sur les positions du gouvernement : priorité à l'union républicaine (il s'est seulement abstenu lors du vote de l'état d'urgence).



© Photo Valérie Dubois / Hans Lucas via AFP

Même l'extrême gauche s'était sentie « peu concernée par ces incendies de voiture », [rapporte](#) le sociologue Michel Kokoreff, professeur à Paris VIII et auteur de [La Diagonale de la rage](#) (2021), par ailleurs [interviewé ici par Mediapart](#). Dans un [article paru en 2007](#), la sociologue Véronique Le Goaziou écrivait que l'extrême gauche avait « brillé par son absence durant une bonne partie des

émeutes ». Elle notait le « *silence des formations d'extrême gauche* » mais aussi « *l'embarras, voire la cacophonie de la gauche de gouvernement (PS et PCF)* », qui avaient eu « *pour conséquence une profonde solitude politique des émeutiers* ».

En 2005, le silence assourdissant de la gauche  
« *En 2005, le journal télévisé de France 2 parlait d'abord du scandale des voitures brûlées, puis venait la mort des enfants, et les réactions politiques étaient toutes alignées sur cette hiérarchie de l'information. Il y a eu un consensus dans l'appel au calme, qui a laissé ces enfants absolument seuls* », se souvient l'anthropologue Alain Bertho, spécialiste du phénomène émeutier. « *L'idée qui dominait, c'était "classes laborieuses, classes dangereuses" : on avait un regard si extérieur qu'on ne comprenait pas* », abonde Éric Coquerel.

Près de vingt ans plus tard, quelque chose pourrait bien avoir changé. Si les partis de gauche demeurent pris de vertige face à l'expression de la colère populaire durant ces trois dernières nuits, la sidération le partage désormais avec la compréhension.

S'ils ne le disent pas de la même manière, Jean-Luc Mélenchon, Marine Tondelier (patronne d'Europe Écologie-Les Verts) et Olivier Faure (premier secrétaire du PS) appellent à entendre la colère. « *Les sujets sont multiples, le lien police-population est trop dégradé, la situation économique et sociale est très particulière : tout cela est devenu explosif, et c'est ce qui s'exprime aujourd'hui. Je ne vois pas de message à envoyer qui soit de nature à calmer les choses* », considère Olivier Faure.

Malgré l'avalanche d'accusations de haine « antiflics » venues de la droite et de l'extrême droite, et les coups de menton de Gérald Darmanin appelant « *les professionnels du désordre* » à « *rentrer chez eux* », leur condamnation des violences policières est unanime, et ils mettent enfin des mots sur les causes de la colère qui s'exprime.

Quand Manuel Valls – toujours présenté comme une personnalité de gauche – [reproche](#) à LFI de « *souffler sur les braises* » dans un objectif de « *récupération politique* », le député LFI Alexis Corbière répond, interrogé par Mediapart : « *Si vous pensez que les gens vont brûler un commissariat parce qu'ils ont lu un tweet, c'est une vision complotiste des choses, qui ignore les raisons sociales des conditions de vie. Des gens ont perdu la vie, la manière dont ça a été traité n'a pas permis aux familles d'avoir confiance. Il faut refonder la police, et son instance de contrôle ne peut dépendre d'elle-même.* »

Au PS, qui [refusait](#) encore en 2022 « *l'utilisation de la terminologie "violences policières"* », les lignes bougent, et on ne cède pas un pouce à ce procès en alimenteurs de braises. Emma Rafowicz, porte-parole du parti et présidente des Jeunes Socialistes, revendique d'utiliser ces mots. « *Ce sont les réactions de la droite et de l'extrême droite, qui ne font que condamner les émeutes et jugent qu'il est trop tôt pour se prononcer sur la mort de Nahel, qui alimentent une énorme vague de colère. Nous, nous comprenons cette colère, qui est politique. On est extrêmement loin de la paix et du calme. Il faut trouver les solutions de l'apaisement, mais ces réactions sont à l'opposé* », déclare-t-elle à Mediapart.

Une lente conscientisation

Même si, à gauche, des différences s'expriment sur la nécessité d'appeler au calme ou non (« *Mes amis de LFI ont tort de ne pas appeler au calme, ils ont une réaction de gens qui n'habitent pas dans les quartiers populaires* », estime par exemple le président socialiste de Seine-Saint-Denis,

Stéphane Troussel), l'anthropologue Alain Bertho juge que l'attitude de ce camp politique témoigne d'un « véritable basculement » par rapport à 2005.

Les causes de cette évolution sont multiples. Elles puisent d'abord dans l'expérience de la répression policière vécue largement par les mouvements sociaux et les militant·es politiques ces dernières années.

*« La mobilisation contre la réforme des retraites et, avant elle, les “gilets jaunes” ont fait prendre conscience à cette génération militante de la violence impunie de la police, que les quartiers subissent depuis des années. L'intensification considérable de la répression policière a démarginalisé cette jeunesse et ces quartiers, et changé le regard qu'on porte aujourd'hui sur eux »,* détaille Alain Bertho. Le député insoumis Éric Coquerel abonde : *« Ce que subissent les quartiers populaires depuis des années, d'autres le subissent aujourd'hui, même si ce n'est pas avec la même gravité. Chacun comprend donc que c'est le même ordre social qui est en cause. »*

À lire aussi [Du social au racial, les mutations du « militantisme des quartiers »](#)

En outre, depuis plusieurs années, des liens sont tissés entre organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et mouvements des quartiers populaires : le Comité Adama avait ainsi [pris la tête](#) de la « marée populaire », à Paris, le 26 mai 2018.

Pour le sociologue Michel Kokoreff, cette conscientisation de la gauche vient donc aussi du travail de politisation de collectifs d'habitant·es des quartiers populaires et de lutte contre les violences policières, qui ont sensibilisé les partis : *« Il y a une prise de conscience, en vingt ans, qui est sans doute liée au développement de mouvements de pensée décoloniaux, postcoloniaux, de Black Lives Matter, dont s'est inspirée par exemple Assa Traoré, explique-t-il. Le logiciel de la gauche s'est modifié, et l'axiome de base de la sociologie américaine des émeutes, selon lequel elles ont toujours une explication politique, a été adopté. Le sous-texte aujourd'hui, c'est : qui nous protège de la police ? »*

Un lien renoué

Pendant les émeutes de 2005, le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) Alain Krivine, habitant à Saint-Denis, reconnaissait une situation insaisissable, *« où le dialogue est, pour le moment, aléatoire et où nous n'avons pas les moyens de mener une autre politique »*. Près de vingt ans plus tard, son héritier politique, Olivier Besancenot, porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), revendique une proximité plus grande avec les forces vives du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) et du Comité Adama : *« La révolte est là. Maintenant, soit on part dans le déni, c'est-à-dire dans une réponse sécuritaire, soit on part des réponses qui viennent des mouvements présents sur place. Les quartiers populaires ne sont pas des déserts politiques. Les partis de gauche doivent revendiquer leur solidarité, en sortant du paternalisme »,* affirme Olivier Besancenot.

La récente campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon a aussi témoigné, de ce point de vue, d'une évolution dans la prise en compte des habitant·es des quartiers populaires et de leur réalité vécue dans les programmes de gauche. L'ancienne porte-parole des Indigènes de la République, Houria Bouteldja, a ainsi [salué](#) une *« France insoumise travaillée par les luttes »*, attestant d'un paysage politique qui a changé depuis 2005.

Dans l'histoire politique de l'ancien sénateur socialiste, ce tournant est intervenu en 2019, lors de sa participation à la marche contre l'islamophobie : *« Il y a eu un virage chez lui sur ce sujet, il a fait*

*un peu le ménage dans son appareil et, pendant la campagne de 2022, il a pointé du doigt la question des violences policières, de l'impunité policière et de la nécessaire indépendance de la police des polices* », note Michel Kokoreff.

À lire aussi [Les violences policières vues par les politiques : des années d'illégitime défense](#)

« *La campagne de Jean-Luc Mélenchon, sa tonalité vis-à-vis des banlieues et de l'islamophobie, qui est une dimension de ce qui est souffert par celles-ci, a jeté des ponts* », confirme Alain Bertho. Jean-Luc Mélenchon avait d'ailleurs [réalisé](#) une percée spectaculaire dans les centres urbains et leur périphérie proche en 2022.

Le gouffre qui sépare la gauche des cités est cependant toujours béant, et il ne faut pas s'illusionner sur les capacités de celle-ci d'avoir un quelconque poids sur le cours des événements. La responsabilité de l'ancien ministre de l'intérieur socialiste Bernard Cazeneuve dans la loi permettant un usage facilité des armes à feu pour les forces de l'ordre n'est pas oubliée. Pas plus que la [participation encore récente](#) du PS et d'EELV à la manifestation des syndicalistes policiers le 19 mai 2021, devant l'Assemblée nationale. À gauche, seule LFI ne s'y était pas rendue.

Aujourd'hui, même s'il est étouffé sous l'effet du choc provoqué par la vidéo de la mort de Nahel, ce clivage demeure en arrière-plan, dans les critiques adressées aux Insoumis qui refusent d'appeler au calme. Éric Coquerel veut pourtant positiver : « *Maintenant, il y a une compréhension large à gauche que, quelle que soit la forme que la colère prend, elle porte des choses légitimes, notamment l'utilisation de la police comme outil de contrôle social et discriminatoire des populations des quartiers.* »

[Mathieu Dejean](#) et [Christophe Gueugneau](#)

Boîte noire

Les entretiens ont été réalisés par téléphone les 29 et 30 juin 2023. La citation d'Alain Krivine est extraite de ses mémoires, *Ça te passera avec l'âge* (Flammarion, 2006).

<https://www.mediapart.fr/journal/politique/300623/la-gauche-face-aux-emeutes-de-banlieue-histoire-d-un-ressaisissement>

# Communiqué de Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS) : Pour Nahel, désarmons-les !

Date: [30 juin 2023](#)

Le meurtre de Nahel, âgé de dix-sept ans, Mardi 27 Juin 2023 à Nanterre, tué à bout portant d'une balle dans la poitrine lors d'un contrôle routier, est la victime de trop. PEPS apporte tout son soutien à sa famille contre ce drame et contre cette injustice.

Alors que les morts victimes de la police s'égrènent au fil des années, le meurtre de Nahel, les mensonges des policiers et le cynisme des syndicats de police, rappellent que ces violences ne sont pas une erreur ou une bavure, mais qu'elles sont les conséquences d'un système qui nourrit les violences policières comme des éléments constitutifs de la police française, stratégies de maintien de l'ordre et garantes de la sécurité de l'état.

Dans l'histoire, la police française est connue pour sa barbarie, police de l'ordre contre la chienlit et les luttes ouvrières et populaires et massacre des communards. Police coloniale, elle fut remarquée pour son inventivité dans le domaine de la torture. Ses héritiers firent noyer des centaines d'algériens dans la Seine le 17 octobre 1961. Michèle Alliot Marie avait d'ailleurs vanté l'efficacité du maintien de l'ordre à la française à son ami le dictateur tunisien Zine Ben Ali aux débuts du printemps arabe.

La police de 2023 s'inscrit dans cet héritage colonialiste et autoritaire qui se sent pousser des ailes dans les quartiers populaires. De Malik Oussekine à Adama Traoré, de Zineb Redouane à Steve Maia Canico, de Rémi Fraisse à Serge, de Cédric Chouviat à Nahel, les morts et les blessés se suivent et s'accroissent, chaque fois amoindris par une Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN) conciliante et par un ministre de l'intérieur qui sait qu'il doit son poste à l'efficacité répressive de sa police.

Si les violences policières privilégient les quartiers populaires, elles concernent toute la population. N'importe qui risque son intégrité physique, quand ce n'est pas sa vie, parce qu'il est au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il refuse d'obtempérer ou bien parce qu'il ose faire usage de son droit constitutionnel à manifester ses opinions.

Pour assurer la tranquillité publique, nous avons besoin de personnes pacifiques, responsables et formées à la protection des plus vulnérables, minorités opprimées, familles modestes, jeunes et victimes de violences domestiques. Nous ne voulons plus des voyous en uniforme qui terrorisent nos enfants.

Nous sommes tous concernés. Ne commettons pas la même erreur qu'en 2005, quand la jeunesse des quartiers s'est retrouvée seule face la répression suite à la mort de Zied Benna et de Bouna Traoré. Habitants des quartiers populaires, Gilets Jaunes des périphéries, activistes écologistes, militants syndicaux, mères et pères de famille et usagers des transports, soulevons-nous contre ces meurtres. Dans toutes les villes et les villages, réunissons-nous pour mettre en place des comités contre la répression sociale et policière, pour unir nos forces et pour préparer l'autodéfense.

Cette police n'a pas la violence légitime.

- Exigeons l'abolition de la loi de Bernard Cazeneuve qui autorise les policiers à ouvrir le feu en cas de refus d'obtempérer.
- Exigeons la justice pour les victimes et la mise en examen des responsables.
- Exigeons le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant et la fin de l'impunité.
- Exigeons l'interdiction des armes létales et des armes de guerre, des pistolets, des tasers, des Lanceurs des Balles de Défense (LBD) et des grenades lacrymogènes.
- Exigeons la suppression de la Brigade Anti Criminalité (BAC) et des Brigades de Répression de l'Action Violente Motorisée (BRAVM).

**Désarmons la police.**

PEPS, 28 juin 2023.

Source : <https://confpeps.org/communiquede-peps-desarmons-les/>

## François Ruffin

### **Nahel : l'apaisement, mais comment ?**

Depuis trois jours et la mort de Nahel, 17 ans, tué par un policier, le pays s'est embrasé. L'apaisement attend une réponse politique, qui ne met pas la poussière sous le tapis des amertumes et des colères, qui n'émet pas de promesses en l'air, mais qui sait entendre et s'amender.

Mardi, le jeune Nahel, 17 ans, est mort, tué par un policier. Qui prétend à la légitime défense. Mais la scène est filmée, contredit la version de ce dernier.

Le pays est saisi d'une indignation, légitime. Comment un contrôle routier, sans mise en danger des policiers, peut-il se terminer par la mort d'un adolescent, fût-ce après un refus d'obtempérer ?

Depuis, le pays connaît une situation de tension supérieure à celle de 2005. Trois nuits d'affilée, les quartiers populaires se sont révoltés, se sont embrasés. Avec, dans mon coin à Amiens, une mairie vandalisée, une médiathèque et une école brûlées, une asso de réinsertion dévastée. Ailleurs, des tirs de mortier, des commissariats attaqués, des commerces pillés. J'y reviendrai. Dans certaines villes, les transports en commun sont arrêtés en soirée et des maires décrètent des couvre-feux.

Devant cette vague, devant la vidéo qui circule sur les réseaux, le pouvoir a choisi l'apaisement plutôt que l'affrontement. Emmanuel Macron a qualifié d'« *inexplicable* », d'« *injustifiable* » le tir du policier, ajoutant « *rien, rien ne justifie la mort d'un jeune* ». Gérard Darmanin a parlé d'« *images extrêmement choquantes, apparemment pas conformes à ce que nous souhaitons dans la police* » et s'est engagé à dissoudre le syndicat, en réalité, l'association, « France Police » coupable d'avoir applaudi le meurtre. La porte-parole du ministère de l'Intérieur, Camille Chaize, a balayé les remarques sur le passé judiciaire du jeune homme : « *Peu importe s'il était connu des services de police, ce n'est pas le débat* ».

Hier, quelques heures avant la marche blanche, une enquête pour homicide volontaire a été ouverte, et le policier auteur du tir mortel placé en détention provisoire. « *Le parquet considère que les conditions légales d'usage de l'arme ne sont pas réunies* », a expliqué le procureur de Nanterre.

#### **La violence judiciaire**

Et pourtant, et pourtant, une colère a jailli et ne rentre pas. Visible par la casse, mais dans les cœurs aussi : « *On a perdu notre enfant parce que ça aurait pu être l'enfant de n'importe qui* », lance Najet, 49 ans, mère de quatre enfants. Et chez les jeunes, ce refrain : « *Ça aurait pu être nous* ». Chacun y va de son expérience, humiliante ou violente, avec des policiers. De nom propre, Nahel devient nom commun : une défiance entre police et population. D'une confiance plus que rompue, d'une hostilité réciproque, alimentant un cercle vicieux de violence dont tout le monde sort perdant. Alors, voilà, voilà pourquoi cette colère explose et ne rentre pas : elle s'inscrit dans une histoire, une longue histoire pas seulement de violences policières, mais aussi de violences judiciaires. Des dénis de justice plus que fréquents, devenus habituels.

Le média d'information en ligne indépendant – Bastamag – relève que sur [213 affaires d'interventions létales](#) (de janvier 1977 à juin 2020), les deux-tiers n'ont eu aucun prolongement (classée sans suite ou non-lieu). Au-delà des chiffres, ces « affaires » ont des noms, qui restent dans la mémoire collective.

Zyed Benna et Bouna Traoré, morts électrocutés dans un transformateur EDF en tentant de se soustraire à un énième contrôle d'identité. Les policiers sont mis en examen pour « *non-assistance*

à *personne en danger* ». Mais obtiennent une relaxe définitive après dix ans de procédures. Le juge a conclu qu'aucun deux n'avait eu « *une conscience claire d'un péril grave et imminent* », alors qu'ils avaient dit sur les ondes : « *s'ils entrent ici, je ne donne pas cher de leur peau* ».

Adama Traoré, mort par asphyxie à la suite d'un plaquage ventral. La procédure est encore en cours mais on ne compte plus les entraves policières et judiciaires, les expertises et contre-expertises médicales, les mensonges et maquillages de la première heure jusqu'à aujourd'hui. La Défenseure des droits vient de demander un renvoi en correctionnel des policiers.

Gaye Camara, tué par 8 tirs d'un policier de la BAC. Un non-lieu prononcé, avec refus répétés des demandes de reconstitution par l'avocat de la famille.

Zineb Redhouane, tuée par le tir d'un gaz lacrymogène à la fenêtre de son appartement. L'IGPN a bien identifié l'auteur du tir mais ne l'a pas sanctionné, l'enquête judiciaire est au point mort.

Cédric Chouviat, mort par asphyxie à la suite d'un plaquage ventral, après avoir répété à plusieurs reprises qu'il ne pouvait plus respirer. Une procédure est en cours mais le ministère de l'Intérieur a refusé à plusieurs reprises de suspendre les fonctionnaires de police impliqués, malgré un nouvel enregistrement vidéo et sonore accablant.

La liste serait trop longue.

Voilà les marques qui restent. Ils endeuillent des familles et la nation toute entière. Parce qu'il y a cette conscience, désormais, qu'après la mort, viennent les entraves, nombreuses, à la vérité : au sein de la police, à l'IGPN, au parquet. Que la justice n'est pas un long fleuve tranquille, mais un combat qui dure, deux, trois, quatre, cinq, dix ans.

Alors, on y est. Ça sort, ça brûle, ça pète. L'apaisement ? Bien sûr, je suis pour, tout le monde est pour. Qui peut se satisfaire de voitures brûlées, de bâtiments publics calcinés, de forces de l'ordre attaquées ? L'appel au calme ? Évidemment. Je peux l'écrire ici, le dire, sans difficulté : « j'appelle au calme ». Si c'était si simple, si ça produisait un quelconque effet. Comme pendant la crise des gilets jaunes : quand la colère, la rage, la tension s'emparent d'une partie du corps social, les appels incantatoires « d'en haut » font joli sur les plateaux, mais sont autant de coups d'épée dans l'eau. La colère prend du temps à redescendre. Le temps de l'écoute, de la reconnaissance, et de l'espoir d'une réparation effective, dont on saisit désormais qu'elle n'arrivera pas du seul fait de la mise en examen du policier.

Mais lorsque l'Etat envoie les blindés, la BRI, le GIGN, le RAID, l'armée, qu'il montre les muscles pour, au final ne pas s'en servir – car les professionnels du maintien de l'ordre le savent, ça serait pire – le Président Macron révèle qu'il n'a pas encore entendu. Et en refusant d'écouter, ce sont aussi les policiers qu'il met en danger.

Un brigadier-chef à Nanterre témoignait : « *On sait qu'on va retourner se faire tirer dessus, avec des mortiers, des cocktails Molotov, des grenades... En espérant que ce soit plus calme que la veille, et que justice se fasse.* » Ça vient du terrain, des agents avec de l'expérience : ils serviront de digue mais la réponse ne sera pas policière, elle doit être judiciaire – et surtout politique.

### **Nos propositions**

L'apaisement attend donc une réponse politique, qui ne met pas la poussière sous le tapis des amertumes, qui n'émet pas des promesses en l'air, mais qui sait entendre et s'amender. Ces pistes, je les proposais déjà en 2020, dans mon rapport parlementaire « Pour une police de la confiance ».



Le dépaysement de l'enquête. Dès qu'un policier est mis en cause, ou lorsqu'il porte plainte lui-même, sortir l'affaire de sa juridiction, l'éloigner, la porter vers un lieu plus neutre. Tant c'est évident : localement, des liens, et des liens forts, existent entre le parquet et le commissariat, qui interdisent toute confiance en la justice. Et au-delà, surtout : je réclamerais une chambre spécialisée dans les relations « police – population ».

L'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017 sur les conditions d'usage des armes par les policiers lors des refus d'obtempérer.

Un contrôle externe de la police. Comme la Belgique, comme l'Angleterre. Que la police n'auto-enquête pas sur elle-même avec l'IGPN. Mais surtout, que sur le rôle de la police, que sur son modèle d'autorité, que sur la formation des agents, la police ne s'auto-gère pas en vase clos avec le ministre de l'Intérieur. Que le Parlement, que les maires, que des associations y participent. Que soit donné au Défenseur des Droits le pouvoir d'enquêter comme de sanctionner.

L'instauration d'un récépissé pour les contrôles d'identité. Comparés aux pays voisins, la police française recourt bien plus aux contrôles d'identité, sur les minorités, sur les Noirs et les Arabes. Ces interventions, banales, sans délit préalable constaté, sont vécues comme humiliantes.

Et à plus long terme, bien sûr, une formation repensée, augmentée à deux ans (et pas seulement neuf mois) et le retour d'une police de proximité, démantelée par Nicolas Sarkozy.

### **Auto-sabotage**

Maintenant, les violences, les dégradations.

Disons-le : s'attaquer aux services publics est illégal, condamnable. Mais surtout, c'est une catastrophe. La mairie, l'école, la médiathèque, la maison de quartier, la salle de boxe, le bus... Détruire les équipements qui mettent du commun, pour faire-ensemble. Non, ce n'est pas acceptable. Pour nos banlieues déjà souvent désertées par les services publics, c'est la double peine. Un auto-sabotage. Un gâchis. Les habitants qui font la vigie devant les bâtiments, pour empêcher la casse, le savent mieux que personne. Luc Bronner, dans *Le Monde*, raconte comment les parents d'élèves, les collectifs de mères, les médiateurs, les élus et les personnels municipaux s'interposent : « *On espère, par notre présence, réussir à apaiser un peu les choses. Brûler les écoles, ce serait le pire* », expliquait Eric Solas, 47 ans. Ils font le tour des quartiers, écoutent, dialoguent, raisonnent, prennent la température. Nous partageons le cri de désespoir, l'émotion de cette enseignante, qui court vers des jeunes dégradant une école maternelle : « *Non, pas l'école, s'il vous plaît, pas l'école, ne touchez pas à l'école !* » Qui pâtira, au réveil, de l'école saccagée, du bus incendié, de la voiture brûlée : les gens du commun, les petites gens, les papas, les mamans, les habitants des mêmes quartiers, ceux qui tiennent le pays debout. Patrick Jarry, le maire de Nanterre n'a exprimé autre chose lorsqu'il pointe la « *tristesse et la désolation des habitants face aux violences* ».

### **Pour une « réconciliation nationale »**

Le risque d'escalade est réel. Tous les ingrédients sont présents : des jeunes avec une volonté d'en découdre, de revanche, qui n'écoutent plus rien ni personne (ni même leur famille). Des syndicats policiers – et non des moindres – qui se disent « *en guerre* » contre des « *hordes sauvages* », en appellent à mots ouverts à la sédition, à la « *résistance* », et menacent le Gouvernement. Un homme tué par une « *balle perdue* » en Guyane. Des policiers sur le terrain, à bout physiquement et psychologiquement, après des nuits de peur. Quelle réponse ? Emmanuel Macron dit :

responsabilité des parents, des réseaux sociaux, des jeux vidéos. C'est un peu court au regard de l'urgence, quand on est le chef de l'Etat.

Et Marine Le Pen dans tout ça ? Sans parler de son nervis Eric Zemmour qui tourne en boucle en parlant d'enclaves d'étrangers ? Eux veulent cet affrontement de la France avec elle-même, que les Français se confrontent. Que la République se délite. Ils soufflent sur les braises de la sédition, et qu'advienne dans les cendres leur projet de société : un Etat policier.

Alors, dans cette période trouble, quelle est notre boussole politique ? Comme souvent, il faut écouter ceux qui ont des nerfs plantés dans le pays. Des élus locaux, des maires, en premières lignes, qui méritent tout notre soutien, toute notre attention.

Philippe Rio par exemple, maire de Grigny : *« Il aurait pu y avoir du mouvement, par exemple avec le plan Borloo pour les banlieues, en 2018. On était 200 maires à avoir travaillé dessus, et Emmanuel Macron a dit « poubelle ». Je ne sais pas ce qu'il en serait aujourd'hui, si on aurait évité ce qui se passe, mais ce plan s'appelait « Pour une réconciliation nationale », et je trouve que ce mot de réconciliation résonne particulièrement aujourd'hui. »*

*« Une poudrière »*, voilà comment Philippe Rio décrit la situation en banlieue. Une poudrière sur laquelle, on a décidé de fermer les yeux plutôt que d'agir, depuis trop longtemps. Le plan Borloo, un plan réfléchi et pensé par les acteurs de terrain, à cinquante milliards, jeté à la poubelle, rayé d'un trait de plume par un homme seul, là-haut.

Ali Rabeh, maire de Trappes, dit la même chose : *« Ils sont rattrapés par le réel, les naïfs, ce sont eux »*. Le réel, c'est le déni de la relation, toujours plus dégradée entre police et population, c'est une République qui ne tient pas ses promesses d'égalité. Un cocktail explosif.

Au-delà, même, des banlieues : durant la crise Covid, les jeunes se sont enfermés pour protéger les plus âgés. Ce sont eux, souvent précaires, qui ont payé le prix d'une économie au ralenti, avec les queues pour des colis alimentaires. Leur taux de pauvreté est quatre fois plus élevé que chez les plus de 60 ans. Leur taux de dépression a doublé. Pour eux, ou une partie du moins, c'est la désespérance qui s'installe. Et face à cela, quels plan, quelles propositions a portées le président Macron ? Le néant.

On n'en sortira ni par le déni, ni par la violence aveugle. On s'en sortira par le haut : par la vérité, par la justice, par l'égalité. Par une réconciliation nationale qui ne sera possible que si le Président et le gouvernement remettent tout sur la table. *« Sans tabou »*. Reconnaisant leurs erreurs, qu'ils se replongent dans les travaux qu'ils ont fait produire aux acteurs et actrices de terrain, avant de les balayer d'un revers de la main, et s'engagent sur des solutions qui réparent les maux. Les transformations de l'institution police, on l'a dit. Mais aussi le reste : la ségrégation urbaine, les discriminations à l'embauche, le trafic de drogue et les réseaux mafieux, les moyens pour les élus locaux, les associations, la revalorisation des métiers des premiers et premières de corvée, le soutien aux mères célibataires qui tiennent tout le foyer sur leur dos, etc.

Nous, nous voulons la paix. Pas la guerre civile.

La « réconciliation nationale », il la faut.

<https://francoisruffin.fr/nahel-apaisement-mais-comment/>

## À Montreuil, après la nuit : « Ils ont tout pris, le magasin est vide »

Des dizaines de commerces à Montreuil, surtout dans le centre-ville, ont été la cible de pillages la nuit passée, ce qui provoque des sentiments mitigés chez les habitants dans cette ville de gauche connue pour sa grande mixité sociale.

[Mathilde Goanec](#)

30 juin 2023 à 17h57

BeaucoupBeaucoup sont venus simplement voir, constater les dégâts. Les habitant·es de Montreuil (Seine-Saint-Denis) cheminent dans l'une des allées piétonnes du centre commercial en face de la mairie, certains louchent à travers les vitrines brisées, la main en visière pour constater l'ampleur des dégâts. Parfumeries, boulangerie, fast-foods, pharmacie, magasins de téléphonie ou de décoration : rares sont les boutiques à avoir été épargnées. La mairie a également été visée par de nombreux mortiers d'artifice et connu un départ de feu.

« *Ce qui m'énerve, c'est la curiosité. Les gens viennent, ils filment, ils prennent des photos, comme des touristes* », lance Didier, le beau-père de la propriétaire du magasin Yves Rocher, à la devanture bien amochée. Sa belle-fille, gérante depuis six ans, est sous le choc. Quelques minutes plus tard, elle s'emportera violemment sur son pas de porte face à un gestionnaire en costume, envoyé en catastrophe par le propriétaire du centre commercial pour faire un état des lieux. L'une des vendeuses de la parfumerie, Camille, décrit simplement la journée qui l'attend : nettoyer, faire l'inventaire des crèmes, parfums, savons volés. « *Je comprends la rébellion qui se mène depuis la mort de Nahel, mais pas les actes. On va travailler comment, nous ?* »



© Mathilde Goanec

Clara et Marianna sont venues au centre-ville ce matin, près de la mairie de Montreuil, où se sont concentrés les incidents cette nuit, pour « constater », « comprendre » elles aussi. Les deux jeunes femmes racontent en premier lieu être « bouleversées » par la mort du jeune Nahel, visé par un tir policier à Nanterre, mercredi 28 juin. « Une exécution », disent-elles. « On ne met pas de côté les commerçants, les agents publics qui doivent nettoyer derrière, on en discute entre nous car ce n'est pas simple, mais on ne condamne pas ce qui s'est passé cette nuit. On ne veut pas que les violences

*fassent oublier le départ de tout ça », poursuit Clara, tandis que son amie désigne un mur proche, tagué du mot « vengeance ».*

Avec Alexis qui vient de les rejoindre, elles ont d'ailleurs prévu d'aller au rassemblement, organisé comme dans de nombreuses villes de France à 20 heures ce vendredi, devant la mairie, contre les violences policières. *« L'idée de notre présence ce matin, rajoute Alexis, c'est aussi que les jeunes qui sont dans la rue depuis trois nuits ne se pensent pas seuls dans ce combat, de ne pas les laisser tomber. »*

Safia, du quartier de la Boissière, dans le Haut-Montreuil, a elle eu *« peur, très peur »* cette nuit. Elle fait défiler sur son portable les images des tirs de mortiers et les larges feux dans sa rue, pendant des heures. Accompagnée de sa fille, elle arrive au centre-ville pour déposer du matériel téléphonique, mais la boutique est fermée, rideau descendu sur la vitrine explosée.

Cette formatrice pour adulte de 48 ans, mère de deux enfants, se dit *« mitigée »* au sujet des événements. *« Je ne suis pas d'accord avec la manière de faire, mais je ressens tout à fait, même à mon âge, ce sentiment d'injustice que les jeunes vivent ici. On ne les écoute pas, on les laisse entre eux. Comment doivent-ils s'y prendre ? S'ils manifestent, on les charge ! Ces jeunes-là expriment le ras-le-bol que ma génération n'a pas su exprimer, et parce que leur situation est pire encore que la nôtre. »*



© Mathilde Goanec

Française d'origine maghrébine, Safia n'a aucun mal à pointer ce qui provoque sa colère, celle des jeunes et des moins jeunes de son entourage. *« Si on ne le vit pas, on ne peut pas s'en rendre compte : on ne nous considère pas comme des citoyens comme les autres dans ce pays, malgré tous nos efforts. Bien sûr que le jeune Nahel a été tué car il était maghrébin, personne n'en doute ici ! Moi, je peux faire tout ce que je peux, fêter l'Aïd et fêter Noël, travailler, élever mes enfants, être le plus ouverte d'esprit possible, ce ne sera jamais assez. La France est incapable d'imaginer une identité double, en trait d'union, et nous en avons assez. »*

Elle mentionne aussi l'inflation, qui touche les familles pauvres et de classe moyenne de plein fouet, les œufs, le lait, qui ont doublé de prix. *« Je les ai vus cette nuit, des très jeunes, sortir avec*

*des sacs de nourriture pleins à ras bord, c'était saisissant.* » Dans le quartier de Safia, plusieurs habitant·es racontent les mêmes scènes vues depuis leur balcon, ces jeunes poussant des caddies en sortant du supermarché Auchan – très largement pillé, bien plus massivement que les boutiques du centre-ville, tout comme le discounter Aldi près de Romainville. « *Comme s'ils faisaient les courses pour leur maman !* », décrit une habituée du quartier. Le vigile du supermarché confirme : « *Ils ont tout pris, le magasin est vide.* »

Chez les plus petits commerçants du boulevard de la Boissière, touchés par des dégradations, l'indignation est quasi unanime. Les patrons du magasin d'optique ont découvert au matin un mur de leur boutique arraché, sans parler de la devanture, et ne décolèrent pas. « *Ils avaient envie de tout casser, ce sont des voyous, ils n'en ont rien à foutre de ce pauvre gamin !* », assure la propriétaire. Elle prie pour que son assurance fonctionne. « *Sinon, c'est l'État qui va casquer, pas question de payer pour leurs conneries.* »

Mohammed, qui fait le tour des lieux sur sa trottinette, Montreuillois depuis toujours, a réussi à empêcher cette nuit le pillage du petit bazar informatique voisin, mais guère plus. « *Je ne comprends pas. En 2005, après Clichy-sous-Bois, on ne s'en prenait pas aux magasins comme ça. Faut cibler les symboles de l'État, sinon quel sens ça a ?* » « *Le pire, ajoute Djaz, l'un des employés du bazar et habitant, c'est que la police n'a rien fait : on n'a vu personne entre 23 heures, quand le premier camion a brûlé, et 6 heures du matin. Nous avons été complètement abandonnés.* »



© Mathilde Goanec

Comprendre ? « *C'est comme la mort de ce jeune homme de Nanterre, y a-t-il quelque chose à comprendre ?* », demande le patron du Bar des sports, quelques mètres plus loin, le long d'une de ces nationales qui barrent le département de la Seine-Saint-Denis. « *Mais ça déborde sur nous* », insiste Rachid, son voisin maraîcher, un café à la main. La nuit a été longue puisqu'il a fait le gué jusqu'à quatre heures du matin. « *Si Nahel, c'est du racisme, il faut le dire ; si c'est criminel, il faut*

*le savoir, mais on ne peut pas tout mélanger. La République, c'est pour tout le monde, les policiers et les jeunes. »*

François et Nathalie rentrent des urgences, avec un tout petit bébé dans la poussette, « *la quatrième génération de Montreuillois !* », plaisaient-ils. Le père de Nathalie est né ici, le couple s'est lui installé il y a deux ans dans la commune, dans l'un de ces quartiers du Haut-Montreuil où cohabitent « *des cadres, comme [eux]* », selon Nathalie, et des familles ultra-précarisées logées dans des habitations souvent très vétustes.

Cette ville « *incroyable, multiculturelle, où tout le monde pousse dans le même sens* », se réjouit François, n'en a pas moins été le théâtre la nuit passée d'une « *colère sourde, aveugle* », qui a résonné sous leurs fenêtres. « *J'étais très surpris, admet le jeune père, parce que la mairie fait vraiment beaucoup de choses, se soucie des plus vulnérables. Il y a beaucoup d'événements festifs avant l'été, on pourrait presque penser que tout le monde est sur la même longueur d'onde...* » Nathalie confie : « *C'est une sorte de retour à la réalité* ».

[Mathilde Goanec](#)

<https://www.mediapart.fr/journal/france/300623/montreuil-apres-la-nuit-ils-ont-tout-pris-le-magasin-est-vide>

[Après la mort de Nahel, la révolte des quartiers populaires](#)

## Joseph Confavreux et Ludovic Lamant La rage justifie-t-elle les pillages ?

Des scènes de pillage de magasins se sont déroulées dans des villes de France depuis jeudi, en réaction à la mort de Nahel. Simple banditisme en marge du soulèvement ? Ces pillages ont-ils en eux-mêmes une dimension politique ? Tentative de réponse, depuis l'analyse de précédents en Argentine (2001), au Burkina Faso (2008) ou à Londres (2011).

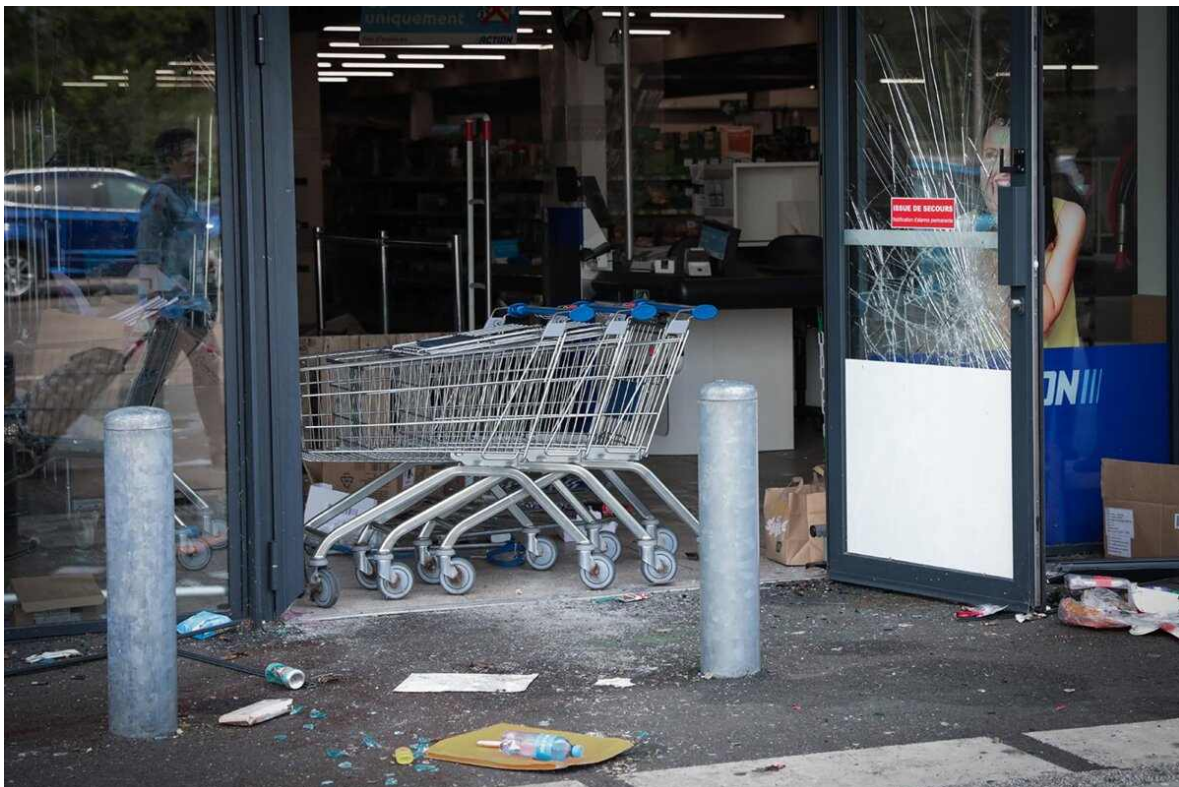
30 juin 2023 à 19h04

Les sciences sociales ont montré que, lors d'émeutes urbaines, les attaques contre des écoles, des gymnases, des salles des fêtes, des centres d'action sociale ou des médiathèques ne pouvaient être lues [comme du seul nihilisme](#).

Peut-on, de la même façon, aller jusqu'à affirmer que les pillages qui se sont produits dans la nuit du 29 au 30 juin dans plusieurs villes de France ne relèvent pas du simple banditisme et portent, eux aussi, une dimension politique ?

Poser la question ainsi, c'est prendre le risque d'une réponse binaire : soit considérer que tout ce qui se produit à l'intérieur d'un soulèvement serait politique ; soit au contraire considérer que toute violence, et notamment celle qui consiste à s'approprier les biens d'autrui, serait exclue par nature du champ politique.

Le risque d'en rester à une position de principe est d'autant plus fort que les sciences sociales approchent rarement les pilleurs, leur situation socio-économique et encore moins leurs motivations.



© Photo Lou Benoist / AFP

Piller, dévaliser, saccager, voler... La simple manière de nommer un geste similaire le fait déjà résonner différemment. Pour y voir plus clair dans ce domaine sensible, on peut convoquer la notion de répertoire d'actions, qui permet de distinguer des émeutes avec et sans pillages.

En mettant donc de côté les pillages qui se sont produits dans des contextes différents, même s'ils ont souvent comme point commun avec les émeutes des formes de retrait ou d'affaiblissement des autorités, à l'échelle locale ou nationale. Les historiens s'accordent ainsi à dire que, pour la France, les pillages ont pris l'ampleur la plus exceptionnelle qui soit lors de l'exode de mai-juin 1940, alors que nombre de repères légaux et de normes morales volaient en éclats.

Pour rester sur les émeutes urbaines, Alain Bertho, professeur émérite d'anthropologie à l'université Paris VIII, qui a consacré à ces sujets une grande partie de son travail, et écrit deux ouvrages importants, *Le Temps des émeutes* publié chez Bayard en 2009 puis *Les Enfants du chaos*, paru à La Découverte en 2016, affirmait dans un [entretien](#) à Mediapart : « Jusqu'au début des années 2010, je n'ai pas observé de pillages. J'ai même assisté, à Saint-Denis en 2005, à une scène où toutes les vitrines du centre commercial ont été brisées une à une, à l'exception du cinéma, mais où rien n'a été volé. »

La subjectivité émeutière varie en fonction de l'histoire des États-nations.

Pour le chercheur, en France, « l'apparition de pillages date des émeutes britanniques de 2011 et n'a fait que se répandre depuis. La montée de la problématique des inégalités, jusqu'à la question de la survie, ne peut y être étrangère. À cet égard, les émeutes en Occident s'alignent sur ce qu'on connaissait déjà en Amérique latine notamment ».

Cette analyse souligne deux éléments importants. D'abord, il existe des circulations des répertoires émeutiers d'un pays à l'autre, même si, pour le dire encore comme Alain Bertho, « les émeutes sont liées à des phénomènes globaux mais s'incarnent localement, dans une histoire nationale précise, tissée par les formes de répression, l'action des forces de l'ordre, le poids de la corruption ou les traditions démocratiques. En Afrique ou en Amérique latine, on voit des émeutes dirigées directement contre la corruption, ce qui n'existe pas en France. La subjectivité émeutière varie en fonction de l'histoire des États-nations ».

## **Amérique latine, scène inaugurale**

Ensuite, les pillages commis par certains émeutiers en Amérique latine, et en Argentine notamment, en 2001 constituent une scène inaugurale où se noue la question de la légitimité de dévaliser certains commerces pour faire face à une situation socio-économique intenable.

Les scènes de pillage scandent en réalité la politique en Amérique du Sud depuis des décennies. En Argentine en particulier, des pillages de supermarchés s'étaient déjà produits en 1989, dans un contexte d'hyperinflation. Mais ce sont ceux survenus dans le Grand Buenos Aires, en marge des journées de révolte des 19 et 20 décembre 2001, qui ont marqué les esprits.

Dans les deux cas, en 1989 et en 2001, ces pillages ont participé à un climat de chaos politique qui a abouti au départ plus rapide que prévu du chef d'État alors en place (Raul Alfonsín en 1989 et Fernando de la Rúa en 2001).



Le sociologue Javier Auyero a publié un texte de référence sur le sujet, intitulé *La Zone grise* (2007, [Siglo Veintiuno Editores](#)), en enquêtant sur les quelque 300 pillages recensés en décembre 2001, à partir d'un travail de terrain dans deux villes du Grand Buenos Aires, La Matanza et Moreno.

Prenant ses distances avec l'idée que les pilleurs sont forcément des citoyens tiraillés par la faim et qui jouent chaque jour leur survie, Auyero constate que le niveau de pauvreté ne suffit pas à expliquer leur surgissement : « *Si l'on prend des zones où les proportions de gens affamés, désespérés et furieux sont identiques, certaines sont le théâtre de pillages, mais d'autres non* », relève-t-il.

À lire aussi [« Vie chère » : ce que l'Afrique dit à l'Europe](#)

Dans un registre similaire, le chercheur Vincent Bonnacase étudie [dans un livre récent](#) le phénomène qui fut désigné en 2008 par l'expression d'« émeutes de la faim » et traversa de nombreux pays du continent africain, occasionnant certains pillages. Il relève la « *contingence des mobilisations* », le fait que « *le passage de la colère à l'action n'obéit à aucune nécessité* » et le constat que « *les émeutes ont été impulsées par des populations dont les prix* » du pain n'étaient pas « *la principale préoccupation de départ* ».

Plus généralement, chercheuses et chercheurs rappellent [l'absence de lien mécanique](#) entre un contexte économique donné et l'avènement d'une révolte. Il est donc sans doute impossible de trouver une équation politique stable entre une situation sociale et une émeute virant au pillage. Impossible, dès lors, de monter en généralité.

Toutefois, dans un contexte d'inflation inédit et alors que de plus en plus de personnes se disent obligées [de voler pour pouvoir se nourrir](#), vouloir évacuer le pillage du répertoire politique possible des émeutes revient à refuser d'en comprendre certaines causes, même si celles-ci s'avèrent plus complexes que l'appropriation de biens de première nécessité inaccessibles autrement.

À propos de l'Argentine, Javier Auyero parle ainsi d'une « *dynamique politique des pillages* », faisant du pillage une option d'un répertoire de la contestation plus vaste, allant, à l'époque, des coupures de routes des *piqueteros* aux marches organisées dans les centres-villes. Le pillage n'est pas un moment suspendu de la contestation, un mouvement spontané et irréfléchi d'une « foule » qui dépasserait les bornes, mais une action qui s'élabore dans une « *zone grise* » mêlant des acteurs formels et informels.

Le chercheur montre qu'un dialogue et parfois même des alliances se construisent entre ceux qui pratiquent les pillages et ceux qui les répriment. Auyero établit ainsi que les relations étroites entre la grande distribution et le pouvoir politique du Grand Buenos Aires ont permis de mieux protéger les grands supermarchés que les petits commerces de proximité, davantage pris pour cible par les manifestant·es en 2001.

Le sociologue fait émerger une batterie d'acteurs aux rôles précis – et assez difficiles à retrouver dans un contexte européen –, parmi lesquels le « *voisin pilleur* » – qui se fait embarquer presque malgré lui dans la dynamique –, le « *policier participant au pillage* » – en référence à des cas avérés de pillage avec la complicité de la police locale – ou encore les *punteros*, ces relais stratégiques du Parti justicialiste (péroniste) dans les quartiers populaires, responsables notamment des distributions solidaires d'aliments tout au long de l'année, et qui vont soit encourager les pillages, soit se faire déborder.

La nature des biens pillés ne suffit sans doute pourtant pas à qualifier la nature seulement délinquante, ou également politique, du geste de voler.

Un chapitre du livre donne la parole aux émeutiers : tous relaient l'idée qu'il y aurait de « *bons pilleurs* », poussés par la faim à commettre des délits, et des « *pilleurs voleurs* », portés sur les produits électroménagers et sur des produits de luxe – dichotomie que le chercheur, lui, ne reproduit pas dans son analyse.

Cette thématique qui tend à « excuser » certains pilleurs pour mieux en accabler d'autres est à l'œuvre actuellement vis-à-vis de ce qui se passe en France. Les images circulant sur les réseaux sociaux d'adolescents brandissant fièrement un sac de riz ou un paquet de lessive à rapporter à la maison et celles de jeunes gens cagoulés s'appropriant des biens de consommation ne relevant pas de la première nécessité ne suscitent pas des réactions similaires.

Mais la nature des biens pillés ne suffit sans doute pourtant pas à qualifier la nature seulement délinquante, ou également politique, du geste de voler. Que dire, par exemple, de la façon dont le magasin Nike des Halles, dans le centre de Paris, a été dévalisé dans la nuit de jeudi à vendredi ? Est-ce le seul fait de voyous dépolitisés profitant d'un moment de chaos ? La preuve que le capitalisme l'a définitivement emporté puisque même des jeunes en révolte rêvent d'abord de baskets hors de prix ? Une revanche prise par certains jeunes venus de la banlieue sur des magasins du Forum des Halles dont il arrive que les vigiles leur refusent l'accès ? Ou un peu de tout cela à la fois ?

## Du Royaume-Uni à l'Espagne

Chaque contexte est singulier, depuis les émeutes de Los Angeles en 1992 qui prirent largement pour cible les épiceries coréennes qui maillaient les quartiers pauvres dans lesquels les grandes chaînes de supermarché préféraient ne pas s'installer, jusqu'aux effets de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, où il s'est avéré que les hordes de pilleurs décrits dès les premières heures par les chaînes de télévision d'information en continu étaient loin d'être aussi nombreuses qu'annoncé.

Mais il est rare que ces scènes de pillage, pour singulières qu'elles soient, ne portent pas des significations politiques, même si celles-ci sont difficiles à saisir, à la fois parce qu'elles ne sont pas univoques politiquement et parce que leur polysémie politique est en outre occultée par un mode opératoire unique et violent.

À lire aussi [À Montreuil, après la nuit : « Ils ont tout pris, le magasin est vide »](#)

Deux exemples parmi d'autres pour mesurer ce qu'il peut y avoir à saisir de politique dans des pillages émeutiers. Lors des [émeutes de Londres en 2011](#), la cartographie des pillages et des affrontements montrait que la plupart se localisaient dans les zones frontières entre les quartiers riches et les quartiers populaires, dans des espaces de gentrification où la géographie des territoires matérialisait une « mixité » sociale plus proche de la cohabitation que du mélange, et une hétérogénéité des commerces relevant davantage de la juxtaposition que d'un accès partagé.

En Espagne, c'est une boutique Lacoste qui avait été [prise pour cible](#) – et quasiment entièrement vidée – le 31 octobre 2020, dans une ville du centre du pays, Logroño, dans la foulée d'une manifestation contre les restrictions mises en place face au Covid-19. Sept de ces jeunes âgés de 15 à 24 ans ont été [condamnés](#) depuis à des peines allant jusqu'à sept ans de prison.

Le pillage s'était produit dans un moment où l'extrême droite de Vox avait surfé sur les mobilisations anticonfinement de 2020, impatiente de profiter du désordre politique. La section locale de Vox avait ainsi publié sur Twitter un message qui pouvait ressembler à un encouragement – « *L'Espagne est en conflit avec un gouvernement criminel* » –, avant de l'effacer dans la soirée.

Par la suite, Vox avait voulu rejeter la responsabilité du pillage sur des collectifs de gauche radicale, ou encore sur des migrants mineurs et non accompagnés (en majorité des Maghrébins) – un conseiller du parti allant jusqu'à relayer sur son compte des photos d'Algériens portant des habits siglés Lacoste. Le profil des détenus a, depuis, montré que ces accusations étaient sans fondement.

À lire aussi [Pourquoi les services publics sont pris pour cible](#)

Il est donc à la fois nécessaire de comprendre les pillages émeutiers comme des signes ou des opérateurs politiques, et réducteur de n'y voir que le seul produit de la nécessité socio-économique dans laquelle se trouveraient ceux qui les commettent.

Mais si ces pillages heurtent autant une large partie de l'opinion publique qui refuse d'y chercher les significations politiques différentes qu'ils peuvent contenir, c'est sans doute parce que nous sommes [collectivement les héritiers](#) d'une histoire faite d'un imaginaire propriétaire et d'une société sécuritaire qui n'a pas toujours été gravée dans le marbre.

C'est cette histoire que retrace *Propriété défendue. La société française à l'épreuve du vol. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* (Gallimard, 2021), un ouvrage signé de l'historien Arnaud-Dominique Houte, professeur d'histoire contemporaine à Sorbonne Université. Le chercheur y montre comment, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, « l'état de nécessité » était beaucoup plus facilement invoqué et reconnu qu'aujourd'hui pour défendre des personnes ayant commis certains larcins.

Un rapport durci à la propriété se forge au XIX<sup>e</sup> siècle et constitue une rupture politique et anthropologique par rapport à un monde marqué, écrit le chercheur, par un « *degré élevé de tolérance à l'égard des petites infractions – fraudes mineures, grappillages, pratiques de récupération, etc.* ».

À lire aussi [Délinquance de survie : quand « nécessité fait loi »](#)

À la veille de la Révolution, l'avocat Muyart de Vouglans pouvait aller jusqu'à écrire, dans son influent traité intitulé *Les Loix criminelles de France*, que « *lorsqu'on prend par nécessité et uniquement pour s'empêcher de mourir de faim, on ne tombe point dans le crime de vol* ». Or le Code pénal ne reprend cette théorie de « l'état de nécessité » ni en 1791 ni en 1810, même si les débats juridiques sur le sujet s'étendent tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Difficile, toutefois, d'imaginer que les pilleurs actuels soient en mesure d'invoquer ces débats, pourtant utiles, entre « état de nécessité » et « droit de propriété » s'ils comparaissent bientôt devant un tribunal...

[Joseph Confavreux](#) et [Ludovic Lamant](#)

<https://www.mediapart.fr/journal/international/300623/la-rage-justifie-t-elle-les-pillages>

